

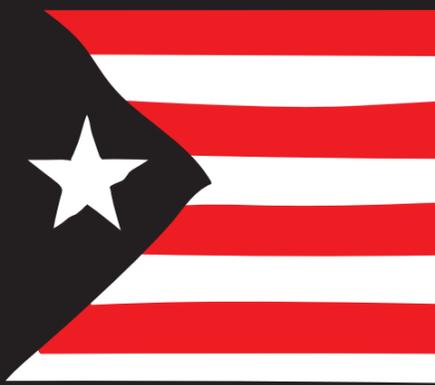
l'Anticapitaliste

n°495 | 31 octobre 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**CHILI
LIBAN
CATALOGNE
IRAK
HAÏTI
ÉQUATEUR
ALGÉRIE
HONG KONG**

...



LES PEUPLES EN RÉVOLTE MONTRENT LA VOIE

Dossier

**ENTRETIEN AVEC
ANTONIN BERNANOS**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Attentat islamophobe
à Bayonne: un criminel,
des responsables** Page 2

PREMIER PLAN

**Hôpitaux: le désarroi, l'orage,
et l'assaut?**

Page 3



ACTU POLITIQUE

**Mayotte: Macron en croisade
anti-immigrés**

Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Joseph Daher sur
la situation au Liban**

Page 12



édito

Par CATHY BILLARD

Attentat islamophobe à Bayonne: un criminel, des responsables

Un homme de 84 ans a tenté d'incendier la mosquée de Bayonne et tiré sur les deux hommes qui essaient de l'en empêcher, les blessant grièvement. Une «*attaque odieuse*» (Macron), des «*faits [...] qui émeuvent et indignent*» (Castaner)... Les périphrases gouvernementales se multiplient pour ne pas prononcer le mot qui qualifie ce qui a été commis: attentat. Et aussi pour se dégager immédiatement de toute forme de responsabilité. Alors bien sûr il y a le criminel, un ex-militaire, ex-candidat du FN et pas du temps du père Le Pen, mais en 2015, dégage car trop sulfureux mais toujours raciste et violent. Et les témoignages affluent pour le décrire comme menaçant et susceptible de passer à l'acte. Mais ce n'est pas dans n'importe quelles circonstances qu'il a commis son crime. Et c'est bien pour cela qu'on peut parler d'un attentat qui vise à terroriser les musulmans et les musulmans. «*Un acte inqualifiable absolument contraire à toutes les valeurs portées par notre mouvement*» a twitté Marine Le Pen. Bien sûr, celle qui est candidate dans le cadre des institutions n'appelle pas au crime islamophobe. Mais les discours et les actes du RN et de ses représentants s'inscrivent dans une dynamique d'agressions de plus en plus violentes contre celles et ceux qui sont, en tant que musulmanEs, systématiquement suspectés de menace terroriste. Et le RN radicalise d'autant plus son discours que celui-ci pèse sur l'ensemble du débat public. «*Dans certains endroits de notre République, il y a un séparatisme qui s'est installé*», déclarait Macron quelques heures avant l'attentat, tandis que Castaner disait «*attendre du CFCM un changement de rythme pour qu'il combatte, aux côtés de l'État, le communautarisme et l'islamisme*». Dans la continuité des déclarations au langage martial, voire guerrier, employé par les ministres et les dirigeants de LREM et LR dans une course à l'échalote derrière le RN... Tous ceux qui entretiennent et développent ce climat islamophobe, qui n'est pas limité au cadre franco-français, lorsqu'un Trump se délecte d'affirmer que le chef de Daesh «*est mort comme un chien*», sont bien responsables des passages à l'acte criminel des racistes radicalisés. C'est pour cela que le NPA continuera de dénoncer les dangers de ces discours et qu'il participe aujourd'hui à la construction d'une mobilisation unitaire et massive contre l'islamophobie.

À la Une

CHILI, LIBAN, CATALOGNE, IRAK, HAÏTI, ÉQUATEUR, ALGÉRIE, HONG KONG...

Les peuples en révolte montrent la voie

Depuis plusieurs semaines, les mouvements de résistance se multiplient et s'intensifient à l'échelle internationale. Au Chili, au Liban, en Équateur, à Hong Kong, en Algérie, en Irak, à Haïti ou en Catalogne, des centaines de milliers de personnes occupent la rue, se mettent en grève contre la dégradation de leurs conditions de vie, le manque de démocratie et/ou la violence d'État. Ces résistances, par leur détermination, leur durée, montrent la voie à suivre pour toutes celles et ceux qui refusent de se résigner face à la catastrophe capitaliste.

Si ces mobilisations ont chacune leurs spécificités, les ressorts sont partout les mêmes. Ils nous rappellent, à bien des égards et toutes proportions gardées, le mouvement des Gilets jaunes, et il y a bien des similitudes quant aux éléments déclencheurs des luttes en cours. Augmentation des taxes sur l'essence en Équateur, sur les communications internet au Liban, augmentation du prix du ticket de métro au Chili: c'est bien la mainmise des capitalistes sur les transports, l'énergie, les réseaux de communication, ainsi que la dégradation des services publics, qui sont violemment contestés. Partout les peuples en lutte se mobilisent contre la vie chère, les inégalités croissantes et le déni démocratique qui accompagnent les politiques néolibérales. À Hong Kong et en Catalogne, les revendications d'émancipation des peuples, de démocratie, de refus de la répression policière et politique, font écho aux revendications sociales dans un système global au sein duquel la fuite en avant néolibérale s'accompagne d'une restriction toujours plus forte des droits démocratiques. On remarque aussi la présence, diffuse ou explicite, de revendications écologistes, touchant notamment au contrôle de la terre et des ressources naturelles, ce qui n'a rien d'étonnant, bien au contraire. Comme l'a en effet fort justement remarqué le journaliste de *Mediapart* Romaric Godin, «*aux pressions sociales vont s'ajouter les catastrophes*



Santiago, Chili, 25 octobre 2019. DR

climatiques à répétition, comme celles qu'ont connues les Caraïbes depuis quelques années, qui ne feront que dégrader les conditions sociales.»¹

Une contestation du système

Ces mobilisations jouent, comme, entre autres, au Chili ou au Liban, un rôle de catalyseur de colères beaucoup plus profondes, produites par plus de 10 ans de brutale gestion néolibérale de la crise du capitalisme mondialisé. C'est pourquoi, malgré les quelques concessions faites par les pouvoirs en place afin de contenir les révoltes, la colère ne retombe pas et les mobilisations continuent, s'étendent, s'installent, se radicalisent, tandis que les pouvoirs vacillent. Des résistances qui se poursuivent malgré un niveau de répression

extrêmement élevé de la part de pouvoirs qui sont de moins en moins légitimes et qui pratiquent toujours plus la politique de la matraque face aux revendications sociales. Ce niveau d'affrontement élevé et massif avec l'appareil d'État traduit tout particulièrement la détermination des manifestantEs et la profondeur de la contestation, mais également la situation d'impasse des pouvoirs en place. C'est bien le capitalisme néolibéral et son pendant autoritaire qui sont contestés dans leur globalité par la jeunesse, les travailleurEs et les plus pauvres, qui ne veulent plus se faire broyer. Dans les rues de Beyrouth, de Santiago ou de Bagdad, la radicalité des revendications et la massivité des mobilisations en témoignent: ce ne sont pas des changements cosmétiques qui sont attendus, mais bien des

modifications profondes de l'organisation sociale et économique.

Un rapport de forces à la hauteur des attaques

Ces résistances montrent la voie à toutes celles et tous ceux qui refusent de se résigner face à la catastrophe capitaliste, face à un système de plus en plus brutal et prédateur qui, de surcroît, menace la survie même de l'humanité. Ces révoltes sont un encouragement pour nos propres luttes, et nous devons en premier lieu leur apporter tout notre soutien, en les popularisant et en développant les solidarités, entre autres et notamment face à la répression. Mais la meilleure façon de marquer notre solidarité sera d'engager l'affrontement face à nos possédants et leur gouvernement. Face à un pouvoir déterminé à poursuivre son entreprise de casse des droits sociaux et démocratiques, les prochaines mobilisations, particulièrement contre la réforme des retraites, nécessiteront elles aussi une forte convergence et des démonstrations de massivité et de radicalité pour construire un rapport de forces à la hauteur des attaques. Les révoltes en cours dans le monde montrent en effet qu'il faudra au moins en passer par là pour mettre fin au pillage des richesses, à la dégradation bientôt irréversible des conditions de vie sur la planète, aux oppressions et à la régression sociale et politique organisée à l'échelle internationale.

1 – Romaric Godin, «*Crisis sociales, crises démocratiques, crise du néolibéralisme*», *Mediapart*, 21 octobre 2019.

HÔPITAUX

Le désarroi, l'orage, et l'assaut ?

Dénonçant depuis plus de sept mois les conditions de travail et d'accueil à l'hôpital, les grévistes des Services d'accueil et d'urgences se sont coordonnés au niveau national. Et la mobilisation s'élargit notamment aux services de SAMU-SMUR et aux médecins de tous les services regroupés dans le Collectif inter-hôpitaux (CIH).

Différents services de l'hôpital se déclarent en grève dans plusieurs villes: des services de médecine générale, de maternité, des EHPAD. Et le secteur de la psychiatrie très mobilisé l'année dernière participe aux assemblées générales et aux manifestations. TouTEs exigent des moyens supplémentaires conséquents, pas de simples réorganisations: plus de personnels, plus de moyens, plus de lits et des augmentations de salaire.

À Saint-Denis

Au centre hospitalier de Saint-Denis, à la suite l'appel du Collectif inter-urgences (CIU), les grévistes des urgences et du SMUR se sont joints à des collègues de médecine interne, des médecins de plusieurs services, des syndiqués de différentes organisations syndicales... Dans les AG se sont retrouvés des collègues de la maternité, de pédiatrie, puis de l'EHPAD, de médecine physique et de réadaptation (MPR), de soins de

suite et réadaptation gériatrique (SSRG).

À la suite de la constitution du CIH, les médecins du collectif de Saint-Denis se sont organisés pour porter sa revendication principale d'augmentation du budget de la santé pour «sauver l'hôpital public». Les collègues paramédicaux, techniques, administratifs... de tous les services auraient tout intérêt à se saisir de cette situation pour défendre ensemble leurs conditions de travail.

«La couche est pleine»

C'est ce qu'ont fait les collègues de la maternité de Saint-Denis, officiellement en grève depuis le 23 octobre. Dans un communiqué, ils et elles dénoncent un manque de personnel, une charge de travail trop lourde, une dégradation de la qualité du travail et de la prise en charge des mamans et des bébés.

En 2011, cette maternité prenait place dans des locaux neufs. Mais les collègues étaient déjà en grève car dans le même temps les professions d'aides-soignantes (AS) et d'auxiliaires de puériculture (AP) étaient «fusionnées» afin que chaque agent assure la double fonction et la double tâche (AS-AP).

En 2017, dans le cadre de la suppression de centaines de milliers de contrats aidés, la direction de l'hôpital a viré les agents de service hospitalier (ASH) assurant les tâches de

BIEN DIT

La culture de la vigilance, c'est une société de la délation où l'interprétation personnelle d'un citoyen pourrait entraîner l'usage du pouvoir de police administrative.

PATRICE SPINOSI, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État, Libération.fr, 22 octobre 2019.

Un monde à changer

AU SECOURS, HOLLANDE REVIENT. De plus en plus soucieux de faire parler de lui, François Hollande vient de publier un livre intitulé *Répondre à la crise démocratique*.

Avec les Gilets jaunes, on pouvait croire que les politiciens avaient un peu compris qu'il y a quelque chose qui cloche dans la monarchie «républicaine» de la 5^e République. Mais, aux aspirations à plus de démocratie notamment traduites, quoi qu'on en pense, dans la revendication du RIC, Hollande répond par des propositions qui vont à l'inverse.

Il avance d'abord le renforcement des pouvoirs du président dont le mandat serait allongé à 6 ans (au lieu de 5 aujourd'hui) et renouvelable une fois. Le poste de Premier ministre serait supprimé. Les députés seraient élus tous les 4 ans sans aucune dose de proportionnelle. Autre proposition : la possibilité de «référendum d'initiative exclusivement parlementaire» : aux oubliettes, non seulement le RIC mais le RIP (référendum d'initiative partagée mis en place en 2008 par Sarkozy), support de la campagne contre la privatisation d'Aéroports de Paris.

On peut ricaner de ces propositions et des déclarations ronflantes de Hollande telles que «*Notre pays a besoin d'autorité mais aussi de responsabilité, d'équilibre, de respect et d'engagement*» venant d'un individu qui commencé sa campagne en déclarant «*Mon véritable adversaire, c'est la finance*» et terminé son mandat en faisant matraquer les opposantEs à la loi El Khomri.

Mais tout cela traduit une réalité fondamentale : de droite ou de «gauche», les forces politiques gouvernementales veulent un État fort capable de faire face à toute contestation des politiques capitalistes.

Pour démocratiser réellement, il faudrait supprimer la Présidence de la République et mettre en place une Assemblée élue à la proportionnelle, devant laquelle le gouvernement serait responsable. Députés et ministres seraient payés au salaire moyen et révocables. La démocratie suppose la remise en cause du pouvoir capitaliste tant dans l'entreprise que la société. C'est tout l'inverse des propositions de Hollande qui espère sans doute se refaire une santé, sur la base de l'impopularité de Macron.

« **L**a politique de Vichy n'avait pas comme conséquence l'extermination et les camps nazis » ; « On assume ses choix : soit on couche avec l'autre sexe et on fait des enfants, soit on ne couche pas avec l'autre sexe et on n'a pas d'enfants » ; « [Bachar al-Assad] n'a pas gazé son peuple, il a gazé des gens qui étaient ses adversaires » ; « Quand le général Bugeaud arrive en Algérie, il commence à massacrer les musulmans, et même certains juifs. Moi je suis aujourd'hui du côté du général Bugeaud, c'est ça être Français ! » ; « L'Algérie, avant la France, c'est un cloaque. Après des siècles de colonisation ottomane, c'est la misère, les maladies. C'est la France qui va cultiver ce pays, le développer. Aujourd'hui, ils vivent du pétrole que la France a découvert »...

Contre-vérités, provocations et anecdotes invérifiables

Ce florilège – non exhaustif – des saloperies énoncées par Zemmour lors de ses deux premières semaines d'antenne sur CNews donne une idée de la hauteur des « débats » qui ont cours chaque soir sur la chaîne d'info possédée par Vincent Bolloré. Et ce n'est pas la présence de « contradicteurs » qui y change quoi que ce soit, ni celle d'une « animatrice » censée « arbitrer » les débats : non seulement Zemmour est parfaitement rodé à ce type d'exercice, mais le format même de l'émission, qui fait la part belle aux « phrases choc » et au « buzz », est idéal pour lui, qui enchaîne contre-vérités, provocations et anecdotes invérifiables.

MÉDIAS CNews, Zemmour et nous

Chaque soir, depuis un peu plus de deux semaines, Éric Zemmour répand sa haine sur CNews dans une pseudo-émission de débat («*Face à l'info*») taillée sur mesure. Un choix éditorial qui n'est pas sans conséquence.



En ce sens, on ne peut que donner raison à celles et ceux qui expliquent que Zemmour est un des enfants monstrueux de la (sous-)culture télévisuelle de l'instantané, du clash et de l'audimat, grâce (?) à laquelle un idéologue d'extrême droite peut être qualifié de « polémiste », avoir un rond de serviette dans toutes les émissions de « débat », et même être embauché par une chaîne prétendument généraliste. À ce titre, on n'a guère été surpris d'apprendre, dans un article publié par *le Monde* le 26 octobre, que BFM-TV avait elle aussi approché Zemmour avant l'été,

pour lui proposer un « face-à-face » hebdomadaire avec Alain Duhamel.

Une tribune offerte à un récidiviste

Zemmour n'est, nul n'en doute, que la face émergée de l'iceberg. Doit-on toutefois en déduire qu'il n'y aurait pas de combat spécifique à mener contre sa présence à l'antenne et, au-delà, contre son employeur CNews ? Nous ne le pensons pas. Zemmour est un symbole et, à ce titre, une cible légitime pour toutes celles et ceux qui refusent la banalisation du racisme, de

l'islamophobie, du sexisme, de l'homophobie... dans les médias dominants. C'est bien pour cela que nous souscrivons pleinement aux appels à ne pas cautionner la tribune offerte à Zemmour et les choix éditoriaux de ses employeurs qui, en le recrutant alors qu'il a déjà été condamné pour incitation à la haine religieuse et qu'il a encore récemment, lors de la « Convention de la droite », tenu un discours qui n'est rien d'autre qu'un appel à la guerre civile, savent très bien ce qu'ils font.

En 2017, lorsque Philippe Poutou avait été invité à l'émission « Zemmour et Naulleau », le NPA écrivait dans un communiqué que « nous ne souhaitons pas apporter notre caution à une émission qui, sous couvert de "rendez-vous politique et polémique", sert en réalité de tribune à un idéologue d'extrême droite, Éric Zemmour, déguisé en journaliste. » Une position qui n'a pas changé, bien au contraire. CNews a certes le « droit » de rémunérer un récidiviste et de lui offrir l'opportunité de multirécidiver, mais nous avons le droit d'en tirer les conséquences, en refusant les invitations d'une chaîne qui a fait le choix conscient de s'aligner, de plus en plus, sur l'extrême droite. **Julien Salingue**

Le chiffre

11

11^e garde à vue pour Cédric Herrou, militant de la solidarité avec les migrantEs dans la vallée de la Roya.

L'agriculteur a été interpellé le 26 octobre pour avoir filmé un contrôle de police effectué sur deux personnes qu'il transportait dans sa voiture. Cédric a été, heureusement, rapidement relâché. Mais de toute évidence, l'acharnement policier et judiciaire se poursuit contre celles et ceux qui défient les politiques racistes du gouvernement.



Agenda

Jeudi 31 novembre, manifestation Halloween des revoltés de la sous-traitance d'IBIS et de Chronopost, Paris. À 17h, devant l'hôtel Sofitel Le Scribe Paris-Opera (1, rue Scribe, Paris 9^e, métro Opéra) pour un départ collectif à l'Hôtel Novotel Paris-les Halles (8, place Marguerite de Navarre, Paris 1^{er}).

1^{er}, 2 et 3 novembre, 4^e assemblée des assemblées des Gilets jaunes, Montpelier.

Samedi 2 novembre, manifestation des Gilets jaunes Acte 51.

Mardi 5 novembre, rassemblements des cheminotEs, Paris. À 9h, devant le siège de la SNCF, 34, rue du Commandant-Mouchotte, métro Gaité ou Montparnasse. À 13h, à Gare du nord.

Mercredi 6 novembre, rassemblement éducation «Souffrances au travail: STOP!», Paris 13^e. À 13h30, 72, rue Regnault, métro Porte-d'Ivry.

NO COMMENT

Si, sur le système de conduite [des trains] seul à bord, il y avait un problème de sécurité, cela se serait su.

JEAN-BAPTISTE DJEBBARI (secrétaire d'État aux Transports), BFM-TV, 27 octobre 2019.



bio-nettoyage et de logistique. En journée, les AS-AP doivent maintenant débarrasser, s'occuper de la vaisselle, etc. Les tâches de bio-nettoyage sont normalement déléguées à une société privée, sauf que les collègues d'Elior,

courant de services en services, terminent leur travail à 17 heures. Et lorsqu'il faut libérer une chambre de suite de couche pour libérer une salle de naissance après 17 heures... ce sont les AS-AP qui s'y collent.

Depuis sa création, la maternité a doublé son nombre d'accouchements par an et il n'y a pas eu d'embauches. Les grévistes de la maternité revendiquent la titularisation de tous les collègues précaires, des effectifs supplémentaires et des augmentations de salaires : des conditions bien meilleures pour un travail de qualité.

De la colère de toutEs à une mobilisation victorieuse ?

Depuis l'AG du 10 octobre à la Pitié-Salpêtrière, des AG sont organisées dans les hôpitaux de l'AP-HP. La mobilisation des paramédicaux reste compliquée : on comptait 2/3 de médecins sur les participantEs à l'AG de la Pitié-Salpêtrière le 24 octobre. Mais, comme à Saint-Denis, des services se déclarent en grève dans de nombreux hôpitaux. À Avicenne à Bobigny, les services techniques, les assistantEs de régulation médicale et la radiologie s'y

mettent. C'est dès maintenant, sans attendre et à chaque instant qu'il faut porter les revendications collectées à la base, se coordonner pour améliorer nos conditions de travail, défendre nos conditions d'existence et porter nos exigences d'un accès à la santé pour tous.

Le 14 novembre, le CIU, le CIH et plusieurs organisations syndicales appellent à une mobilisation nationale des hospitalierEs et du secteur de la santé. Une montée nationale à Paris est prévue, ainsi que des mobilisations locales en fonction des possibilités. Une journée importante se prépare. Pour gagner, il en faudra, très certainement, beaucoup plus. Nous ne sommes heureusement pas seuls. Joyeux anniversaire les Gilets jaunes et belles grèves dans les transports publics à partir du 5 décembre ou tout de suite ! **Correspondante**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PLFSS 2020

La liquidation de la Sécu est « en marche »

Les députés viennent d'achever l'examen et le vote du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2020, il sera ensuite débattu au Sénat. Malgré les états d'âme d'une partie de sa majorité qui, en commission, avait contribué au rejet du texte, le gouvernement a réussi à le faire adopter sans modification significative. Il confirme ainsi la détermination du pouvoir à ne rien lâcher sur sa politique d'austérité et à préparer le big bang de la Sécurité sociale voulu par Macron.

Le gouvernement est resté « droit dans ses bottes » et a maintenu sa décision d'économiser cette année encore 4,2 milliards sur les dépenses de santé. Avec une enveloppe fermée qui n'augmentera que de 2,1% (la simple reconduction des moyens nécessitant plus de 4%), les quelques gestes qui seront faits pour les uns se feront sur le dos des autres. 5 000 postes doivent être créés en EHPAD, quand il en faudrait 200 000 pour atteindre la norme jugée indispensable de 1 salarié pour 1 résident ! À ce rythme il faudrait 40 ans pour y parvenir !

Quant aux retraités, malgré les légers déblocages obtenus par le mouvement des Gilets jaunes pour les plus petites retraites (réduction de la CSG, réindexation sur la hausse des prix), la plupart d'entre eux et elles continueront de voir le pouvoir d'achat de leur pension diminuer.

En finir avec la « Sécu »

Mais le PLFSS 2020 ne se contente pas d'imposer de nouveaux reculs à la protection sociale, il apporte sa contribution à l'un des objectifs principaux du pouvoir pendant ce quinquennat : en finir avec la « Sécu », pour instaurer une assistance minimale aux pauvres, assurée par l'État.

Malgré les attaques qu'elle a subi, la Sécurité sociale reste une institution autonome de l'État : ses ressources proviennent encore majoritairement de cotisations sociales versées par les employeurs ;

elles ne peuvent financer que les prestations sociales (retraites, santé, allocations familiales, accidents de travail).

Mais Macron entend, au cours de son quinquennat, opérer une rupture irréversible en effaçant les frontières entre la Sécu et l'État.

La loi de financement de la Sécurité sociale 2020 lui en fournit l'occasion. Le pouvoir a ainsi, tout d'abord, obligé la Sécurité sociale à assurer le financement des mesures « Gilets jaunes » (exonération de cotisations sur les heures supplémentaires ou sur la prime de fin d'année, pas de compensation de la diminution de la CSG...), qu'il a refusé d'imposer au patronat sous forme d'augmentations de salaires. Il a ainsi créé de toutes pièces un « déficit ». Et lors du débat parlementaire, il s'est refusé, malgré les demandes de députés, y compris de la majorité, à faire assurer la compensation de ces mesures par l'État, comme le prévoit la loi dite « Veil » de 1994. Pour justifier sa position, le ministre Darmanin n'a pas hésité à déclarer : « Pour les Français, c'est la même poche, les mêmes impôts, la même dépense ».

Le pouvoir assume ainsi le fait que les cotisations des assurés sociaux peuvent être détournées de leur but pour être utilisées avec d'autres objectifs, ou pour boucher n'importe quel déficit budgétaire selon les choix du moment du gouvernement. En cohérence avec le projet de réforme des retraites, qui les sort du cadre de la Sécurité sociale, et avec la gestion de l'assurance chômage, désormais sous la coupe de l'État, le débat sur le PLFSS montre la volonté du pouvoir d'en finir au plus vite avec la Sécurité sociale dont la défense est le trait d'union des grands combats qui s'annoncent dans la santé ou pour les retraites.

Jean-Claude Delavigne

MAYOTTE Macron en croisade anti-immigrés

Après un nouveau débat parlementaire sur les prétendus abus des étrangers quant aux maigres droits que la France « généreuse » leur accorde, Macron a utilisé sa visite à Mayotte pour marteler l'équation empruntée à l'extrême droite : immigration = délinquance et insécurité.

Après un atterrissage compromis par la grève des pompiers solidaires de leurs collègues gazés par les flics à Paris, Macron s'est empressé d'aller parader sur un bateau de la PAF (police aux frontières) entouré de onze navires et un hélicoptère – une véritable flotte militaire mobilisée pour l'« opération Shikandra » : le renforcement des contrôles maritimes et terrestres.

Brigandage colonialiste

Mais contre quels ennemis ? Les migrants, la plupart comoriens, qui fuient la misère de leurs îles, dont le colonialisme français est responsable. Un déploiement inouï de forces qui annonce encore plus de victimes dans le bras de mer qui sépare les Comores de Mayotte et où, depuis janvier 1995, 20 000 personnes se sont noyées, qui tentaient d'atteindre Mayotte sur de frêles embarcations, les kwassas-kwassas, objet d'une blague raciste de Macron au début de son mandat : « Le kwassa-kwassa pêche peu. Il amène du Comorien. » Les commentateurs se complaisent à souligner que 45% de la population de Mayotte est constituée d'étrangers... dont 99% sont des Comoriens. Mais en quoi sont-ils et elles



DR

des étrangers ? C'est l'impérialisme français qui, en 1976, a mené une opération de brigandage colonialiste, après une grossière parodie de référendum, en imposant à l'archipel des Comores la séparation de Mayotte, brisant les familles et conduisant à des drames terribles. Une opération condamnée à de nombreuses reprises par l'ONU...

Du racisme d'État à la chasse aux migrants

« La France c'est la sécurité », a déclaré Macron à Mayotte, prenant bien soin de souligner qu'à Mayotte « on attend des gestes forts [...] un vrai plan de lutte contre l'immigration clandestine », et se vantant que les reconduites à la frontière aient « fortement augmenté » atteignant

« quasiment 24 000 depuis le début de l'année, contre 9 800 » en 2018. Une grossière opération de diversion et de division dans ce « département » considéré comme appartenant à la France et qui en est le plus pauvre, avec une population à 84% sous le seuil de pauvreté !

Il y a deux ans, Mayotte était secouée par des mouvements sociaux importants contre la misère. Depuis, sans aucune mesure significative de la part de l'État, une situation explosive perdure, due à un abandon quasi généralisé des services publics, un délabrement des services sociaux et un déficit abyssal d'investissements. Une situation dramatique dont les migrants sont désignés responsables par la politique discriminatoire des institutions françaises à leur égard. Une politique du bouc-émissaire qui exacerbe la concurrence des pauvres contre les plus pauvres, pour se partager les maigres miettes concédées par l'État français, et dont l'extrême droite tire les fruits.

Un laboratoire des politiques antisociales, racistes et coloniales

Pour masquer sa politique désastreuse dans ce territoire, l'État français a trouvé une réponse toute

simple : expulser plus ! Mayotte est pourtant le champion toutes catégories des expulsions. Comme tous les territoires d'outre-mer, l'archipel est en effet soumis à un régime dérogeant au regard des lois déjà répressives concernant les étrangers en métropole : pas d'AME (aide médicale d'État), pas de CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile), pas d'ADA (allocation pour demandeurs d'asile), des expulsions expéditives sans présentation au juge des libertés, la remise en question du droit du sol, des restrictions sur le droit au RSA, etc.

Des mesures discriminatoires expérimentées dans les colonies sur fond de précarité et de misère, mais que les pouvoirs publics voudraient élargir en métropole. En témoignent les menaces sur l'AME, sur les cartes de l'ADA, les zones de non-droit que sont les zones d'attente aux frontières, sans parler de l'impunité grandissante de la police et des gendarmes... Contrairement à ce que raconte le gouvernement, l'insécurité ce ne sont pas les migrants mais le colonialisme français ! Il faut en finir avec la présence de « notre » impérialisme dans cette région, avec les logiques d'exception et la domination coloniale pour permettre le développement conjoint de tout l'archipel des Comores. Il faut ouvrir les frontières, abolir le « visa Balladur » de 1995 et rétablir la libre circulation et installation des populations sur un territoire qui leur appartient !

Josie Boucher

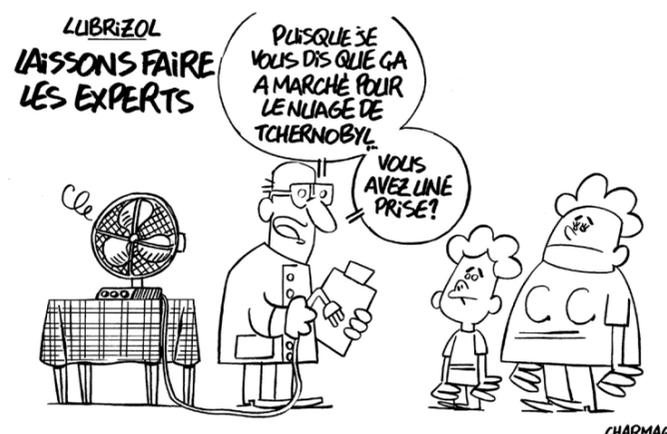
ROUEN Crime industriel de Lubrizol : une semaine riche en révélations inquiétantes

Dès le lendemain de l'incendie du 26 septembre, la CGT proposait au collectif unitaire la mise en place d'une enquête indépendante pour recueillir des éléments d'informations auprès des travailleurs et de la population. C'est dans ce cadre qu'a été dévoilé le 22 octobre, en lien avec le journal le Monde, le résultat d'une étude commandée en 2010 par la Chambre de commerce et d'industrie sur les risques liés à la sous-traitance.

L'enquête menée notamment auprès de 1 400 travailleurs de la sous-traitance est sans appel : moins de 10% de ces salariés bénéficient des formations obligatoires en matière de sécurité tandis que leurs patrons indiquaient taire les difficultés et les risques rencontrés auprès des donneurs d'ordre par peur de perdre le contrat. Pire encore a été l'attitude de la direction de Lubrizol et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), qui bien que présentes lors de sa présentation des résultats en 2010 n'ont pris aucune mesure !

Dysfonctionnements graves

Jeudi 24 octobre, c'est l'audition du directeur des pompiers devant la commission d'enquête sénatoriale qui a fait froid dans le dos. Le colonel a en effet expliqué que l'on est passé juste à côté d'un drame bien plus grave, comprendre des victimes immédiates, si le feu avait atteint le stock de pentasulfure de phosphore. Il a reconnu des dysfonctionnements graves dont un manque d'eau au sein de Lubrizol et de moyens d'extinction à disposition des services publics d'incendie. Puis, c'est le patron de la DREAL qui a reconnu que ses services avaient bien inspecté les entrepôts de



CHARMAG

Normandie Logistique avant l'incendie, que des dysfonctionnements avaient été constatés mais sans que le préfet prenne les arrêtés pour imposer des mesures de protection contre le risque incendie. Voilà qui vient contredire les propos du préfet et de la DREAL qui, dans les premiers jours, ont présenté Lubrizol comme une entreprise exemplaire alors qu'elle savait pertinemment qu'une partie des stocks était sous-traitée dans des conditions dangereuses chez ses voisins.

Le lendemain, ce fut le retour d'Édouard Philippe à Rouen,

accompagné du PDG monde de Lubrizol, pour signer deux conventions d'indemnisation : avec les agriculteurs d'une part, et les entreprises et collectivités d'autre part. Alors que le gouvernement n'arrête pas de rappeler le principe du pollueur-payeur, ces conventions sont en pratique loin de couvrir les dépenses de dépollution ou de perte d'exploitation. Mais surtout, elles excluent toute indemnisation des riverains dont les habitations sont polluées, et des travailleurs dont certains ont été contraints de poser des congés ou RTT ou de subir une baisse de salaire avec

le chômage partiel, ni de la sécurité sociale qui doit actuellement supporter les coûts des arrêts maladie, des analyses et des consultations médicales.

Vérité et transparence !

C'est sans aucun doute pour éviter les questions qui fâchent que le préfet de région a refusé la présence du représentant de la CGT à la deuxième réunion du comité dit « de dialogue et de transparence » présidé par le Premier ministre, au motif que la CGT aurait une attitude « antirépublicaine » en pointant les responsabilités de l'État au plus haut niveau dans ce crime industriel.

Enfin, face aux multiples critiques sur l'absence de mise en place d'un suivi sanitaire, le gouvernement propose désormais une enquête par questionnaire sur un échantillon de la population exposée, enquête qui ne commencerait au plus tôt qu'en mars 2020 et qui pourrait déboucher plus tard encore sur des analyses sanguines... Autant attendre que les traces de la contamination aient disparu !

Côté mobilisation, après un rassemblement en urgence vendredi matin devant la préfecture avec une centaine de participants à l'occasion de la rencontre entre Philippe et Schnur, plus de 500 personnes ont répondu à l'appel du collectif unitaire pour un rassemblement revendicatif et d'information samedi 26 octobre, un mois jour pour jour après l'incendie pour réclamer vérité, transparence et mise en place d'une expertise indépendante sur les causes et conséquences de l'incendie.

Gérald Le Corre

IRAK La plus importante crise sociale et politique depuis la chute de Saddam Hussein

Les événements de ces derniers jours s'inscrivent dans le prolongement direct de la mobilisation du début du mois d'octobre, qui s'était soldée par une répression sanglante (157 morts et 6 000 blessés selon les chiffres officiels), quelques annonces gouvernementales (abaissement de l'âge légal des candidats aux élections, réforme de l'attribution des postes de fonctionnaires) et le limogeage de plusieurs responsables militaires.

Manifestations, grèves, occupations

Mais rien n'y fait, car c'est bien l'ensemble de la classe politique au pouvoir qui est visée par les manifestations, dans un pays classé au 12^e rang mondial de la corruption par l'ONG Transparency Watch, qui estime que, depuis 2003, pas moins de 410 milliards de dollars auraient été détournés, soit près de deux fois le PIB du pays en 2018. Extrême pauvreté, inégalités criantes, chômage de masse, notamment dans la jeunesse, manque d'accès à l'eau potable et à l'électricité, ingérences étrangères (de l'Iran, des États-Unis, de l'Arabie saoudite...) : les griefs ne manquent pas pour les manifestantEs, très majoritairement issus de la jeunesse et des classes populaires.

Lundi 28 octobre, le syndicat des enseignantEs appelait à quatre jours de grève générale, tandis que les lycéenEs et les étudiantEs envahissaient les rues de Bagdad et de bien d'autres villes, de Bassorah à Nassirya. Un mouvement qui touche aussi les administrations, avec des piquets de grève devant de nombreux bâtiments publics, mais aussi devant des entreprises, et qui s'incarne de plus en plus

Plus de 60 personnes ont été tuées le week-end dernier en Irak lors de manifestations contre la situation économique catastrophique, la corruption et l'incurie du gouvernement. Après deux semaines de relative accalmie, notamment due à des célébrations religieuses, le mouvement qui revendique, comme d'autres dans la région, la « chute du régime », a donc repris et ne semble pas près de s'arrêter.



DR

par des occupations de rues, de places et autres sit-in.

Une crise profonde et durable

Si, au cours des dernières années, des mouvements de protestation avaient déjà eu lieu en Irak, comme à Bassorah l'année dernière, où des manifestations de masse contre la pauvreté et pour la répartition des richesses avaient dégénéré cette année en émeutes, incluant l'incendie du consulat d'Iran, ou dans l'ensemble du pays en 2015, il semble bien que l'on assiste à

la plus importante crise sociale depuis la chute de Saddam Hussein suite à l'intervention militaire de 2003. Une crise sociale qui se double d'une crise politique, avec un gouvernement incapable de reprendre la main, un Parlement qui n'arrive pas à se réunir, et des responsables politiques comme Moqtada al-Sadr qui annoncent leur soutien au mouvement sans y avoir de réelle influence.

Ainsi que l'a résumé Myriam Benraad, politologue spécialiste de l'Irak, « cette crise est ainsi le symptôme violent

d'une problématique générationnelle en suspens : il s'agit d'une contestation des jeunes contre des élites vieillissantes qui ne les représentent plus. Le système politique irakien est en effet composé en vaste majorité d'anciennes figures de l'opposition historique à Saddam Hussein, au pouvoir depuis la mise à bas du régime. » Une crise profonde et durable, qui se cristallise dans la revendication de la « chute du régime », dont on connaît la portée depuis les soulèvements régionaux de l'hiver 2010-2011.

CB

ÉTATS-UNIS Six semaines de grève chez General Motors

La grève chez General Motors s'est achevée vendredi 25 octobre par le vote d'une majorité relative des grévistes en faveur de l'accord signé par les négociateurs de l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile.¹

Après six semaines, la grève contre General Motors a pris fin vendredi 25 octobre 2019. À une majorité de 57 %, les travailleurs ont ratifié un accord clairement mal aimé mais finalement accepté.

Ce que contient l'accord

GM affirme que son investissement permettra de « conserver ou de créer » 9 000 emplois. Mais GM a régulièrement bafoyé ses promesses sur l'investissement et la sécurité de l'emploi. Lorsque, dans les années 1980, le texte des accords interdisait la fermeture des usines, GM faisait « tourner les usines au ralenti ». Le terme le plus récent pour parler de fermeture d'usine est « non attribué », comme s'il suffisait d'un changement de mot pour contenter l'UAW autrefois si puissante. En fait, l'accord stipule que l'UAW retirera sa plainte contre GM pour avoir fermé son usine de Lordstown, en Ohio. La plupart des travailleurs de Lordstown ont été transférés ailleurs, mais ceux qui sont restés ont voté non à 412 contre 61. L'accord conserve tous les niveaux de salaires fixés dans l'accord précédent. En fait, un seul niveau est en voie de disparition : le haut niveau.



JIMWESTPHOTO.COM

Même si les travailleurs de niveau 2 (que GM appelle poliment « en progression »), embauchés depuis 2007, atteindront finalement le même salaire que le niveau 1 à la fin de cet accord, un point positif, ils n'obtiennent toujours ni pension ni assurance santé pendant leur retraite.

Les travailleurs temporaires, 7 % des salariéEs de GM aujourd'hui, pourront devenir permanents mais de nouvelles embauches de temporaires les remplaceront. Les modalités du passage au statut de permanent comportent en outre des lacunes. Et les travailleurs n'ont guère confiance.

Comment les membres du syndicat ont voté

En plus des travailleurs de Lordstown et de ceux qui estimaient ne pas avoir obtenu assez pour justifier six semaines de grève, les membres de ce que l'on pourrait appeler le troisième, quatrième et cinquième niveaux ont voté contre l'accord dans de larges proportions. Ils travaillent dans les quatre usines de pièces et dans les entrepôts de pièces de rechange, et leur salaire s'élèvera à 22,50 et à 25 dollars après huit années de présence. C'est 70 ou 81 % du salaire maximum des autres travailleurs (32,32 dollars).

Les nouveaux embauchés temporaires auront 16,6 dollars.

Les travailleurs des métiers qualifiés ont voté oui dans des pourcentages plus élevés que les travailleurs de la production, ce qui est à l'opposé de la tendance habituellement observée. Les « travailleurs qualifiés » de GM avaient rejeté par exemple l'accord de 2015. Cette année, ils ont obtenu une garantie d'embauche de 400 nouveaux apprentis.

Le plus gros problème des métiers spécialisés est que 60 % des effectifs seront touchés avec l'arrivée des moteurs électriques. Ce que les métiers spécialisés ont obtenu est marginal.

Que signifient les résultats de ce vote pour l'avenir du syndicat ? Le mieux serait que chacun se souvienne que c'était une grève pour l'égalité. Et de profiter de cette intense activité pour s'organiser dans les locaux du syndicat et pour élire des responsables faisant respecter ce contrat et se battant pour un meilleur. Il est également possible qu'après ces six semaines de grève, certains en tirent la conclusion que l'on ne peut pas gagner beaucoup même lorsqu'on se bat...

Chris Brooks et Jane Slaughter

1 - Extrait d'un article publié le 25 octobre sur le site Labor Notes, traduit et mis en ligne par le secteur automobile du NPA. Version intégrale (en français) sur <http://www.npa-auto-critique.org/2019/10/six-semaines-de greve-chez-general-motors.html>



Le monde en bref

Allemagne. L'extrême droite trace son sillon.

Dimanche 27 octobre, une élection régionale se déroulait en Thuringe (ex-RDA), qui a été remportée par le parti de gauche Die Linke (31%), qui augmente son score de 2,8 points par rapport à la précédente élection (2014). La coalition « rouge-rose-vert » qui dirigeait la Thuringe n'a toutefois plus la majorité nécessaire pour gouverner, en raison notamment de la chute du SPD (de 12,4 à 8,2 % des voix). Mais l'événement le plus marquant de cette élection est sans aucun doute la fulgurante ascension de l'AFD, parti d'extrême droite décomplexé, qui fait plus que doubler son score, passant de 10,6 à 23,4 % des voix. Soit près d'un quart des suffrages exprimés, ce qui confirme l'implantation et le développement rapide de l'extrême droite dans l'est de l'Allemagne. Le 1^{er} septembre dernier, les élections régionales en Saxe et dans le Brandebourg avaient en effet déjà révélé l'ampleur des dégâts, avec une AFD à 27,5 % (Saxe) et 22,4 % (Brandebourg). Des dynamiques qui ne manquent pas d'inquiéter dans un pays que d'aucuns ont longtemps présenté comme étant « vacciné » contre l'extrême droite en raison de l'expérience du nazisme, et qui ne semblent pas devoir s'interrompre. A fortiori lorsque l'on sait que le leader régional de l'AFD, Björn Höcke, est à la tête du courant le plus « radical » de l'organisation d'extrême droite... Citée par *Mediapart*, la présidente de la communauté juive de Munich, Charlotte Knobloch, affirme : « Beaucoup d'électeurs ont soutenu un parti qui prépare depuis des années le terrain à l'exclusion et la violence d'extrême droite », évoquant également la « minimisation de la période nazie, son nationalisme décomplexé », et l'incitation « à la haine des minorités ».

Une confirmation supplémentaire du fait que des vents très mauvais soufflent sur l'Europe...



«Aujourd'hui comme hier: nous sommes le peuple!» DR

Turquie. Expulsions illégales de réfugiés syriens.

« La Turquie a passé les mois qui ont précédé son incursion militaire dans le nord-est de la Syrie à expulser des réfugiés vers ce pays déchiré par la guerre. Tout cela, en prévision de la tentative de création d'une soi-disant "zone de sécurité" du côté syrien de la frontière. » C'est ce que révèle Amnesty International dans un rapport publié le 28 octobre, qui établit que le gouvernement turc a mis en œuvre, au cours des derniers mois, une politique systématique d'expulsion des réfugiés syriens, sous couvert de « retours volontaires ». « Des réfugiés ont témoigné de mauvais traitements de la part de la police turque pour les contraindre à signer des documents. Ces documents attesteraient de leur volonté de retourner en Syrie. [...] Certains des réfugiés affirment qu'on les a frappés ou menacés de violences pour les contraindre à signer ces documents. D'autres se sont vu dire qu'ils signaient un formulaire d'enregistrement, qui confirmait qu'ils avaient reçu une couverture dans le centre de rétention, ou d'un formulaire dans lequel ils exprimaient leur souhait de rester en Turquie. » Par ces violences et ces procédés administratifs illégaux, les autorités turques ont poussé nombre de réfugiés à retourner dans une zone de guerre. Erdogan n'est donc pas seulement le boucher des Kurdes, mais aussi des populations syriennes qu'il utilise, sans scrupule, pour assouvir ses projets de constitution d'une « zone-tampon », à majorité arabe, pour « dékurdiser » la frontière entre Syrie et Turquie. Soit une politique de nettoyage ethnique...

Incarcéré depuis le 18 avril suite à une plainte de militants fascistes, **Antonin Bernanos**

Bernanos est sorti de prison le vendredi 25 octobre, sous contrôle judiciaire, suite à une décision du juge des libertés et de la détention. Mais le parquet a fait appel et une audience était organisée le mardi 29 octobre, au terme de laquelle Antonin a été libéré sous contrôle judiciaire. Nous nous étions entretenus dimanche 27 octobre avec Antonin pour faire le point sur « l'affaire » et ses implications politiques, mais aussi pour discuter de l'État, de la police, de la gouvernance autoritaire de Macron, du danger de l'extrême droite et... de la prison.

ANTONIN BERNANOS:

« Il y a une volonté de cibler des personnes, de faire des exemples, en espérant que ça fera peur aux gens qui luttent »



Pour commencer, une question simple : comment vas-tu ?

Moi ça va. Bon, depuis que j'ai été libéré, tout est allé assez vite, et les choses sont compliquées avec le contrôle judiciaire : j'avais obligation de quitter Paris, je suis assigné à résidence, etc., et ça a fait pas mal de choses à gérer du jour au lendemain. Et puis en plus, je ne vais pas te mentir, j'ai déjà eu par le passé l'expérience de la cour d'appel, et ça a souvent été une très mauvaise expérience, que ce soit pour l'affaire qui est en cours, où ils ont refusé systématiquement toutes les demandes de libération des JLD [juges des libertés et de la détention], et aussi lors de l'affaire précédente, l'affaire du 18 mai¹, où j'ai été exactement dans la même situation, puisque j'étais sorti après une DML [demande de mise en liberté], que je me suis présenté libre à l'audience et qu'ils m'ont quand même renvoyé en prison. Du coup j'ai un pied dedans et un pied dehors on va dire, je n'arrive pas du tout à me projeter dans la vie quotidienne, dans la vie de tous les jours, je m'attends au pire à partir de mardi. Pour te dire à quel point j'en suis, je me suis arrangé avec le directeur de la prison pour qu'il réserve ma cellule, pour qu'il mette une étiquette avec écrit « réservé jusqu'à mardi » afin que je ne reparte pas de zéro et que je ne doive pas tout recommencer si je retombe mardi prochain. Donc voilà, c'est compliqué, j'ai pris mes dispositions, mais comme je te le disais, j'ai la tête à moitié dedans et à moitié dehors.

Comment se sont passés ces six derniers mois, en prison ?

Ce n'est pas la première fois que je fais de la prison, donc c'était relativement simple. C'est une réalité que j'ai acceptée comme étant logique au regard des combats que je mène, et de la forme que ces combats prennent depuis quelques années. Après, ce qui a vraiment été dur, c'est le traitement carcéral, qui a été très différent, alors que l'affaire était nettement moins importante, médiatisée, et moins grave au niveau des faits, que la précédente. Quand je suis arrivé à Fresnes, j'ai été placé à l'isolement tout de suite, en raison, me disaient-ils, de mon appartenance à des mouvances d'extrême gauche radicales et violentes. Je me suis donc retrouvé à l'isolement, ce qui est psychologiquement difficile à vivre. Ensuite, du jour au lendemain, on m'a transféré à la Santé en m'annonçant que je n'allais rester qu'une semaine parce que la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris demandait mon transfert en province en raison de mes soutiens en Île-de-France, qui pourraient nuire à la sécurité des établissements. Ils se justifiaient en parlant des feux d'artifice qui avaient été tirés à proximité le soir de mon anniversaire, et surtout en inventant des problèmes qui auraient eu lieu autour de Fresnes, comme des agressions de surveillants. Ils ont même parlé d'un risque d'évasion car des amis à moi auraient fait voler



LIBÉRONS-LES

des drones au-dessus pour établir des plans de la prison...

Bref, du coup je me suis retrouvé à la Santé, avec cette menace qui planait de me faire envoyer, du jour au lendemain, à Poitiers, à Perpignan, je ne sais où, éloigné des miens. Mais après un combat assez long, j'ai réussi à rester à la Santé. À partir de là, les choses se sont passées un peu plus simplement, je n'étais plus à l'isolement, je n'avais plus de risque de transfert... En tout cas jusqu'à ce que je publie, récemment, une lettre qui a relancé la procédure de transfert.

Comment expliques-tu qu'ils s'acharnent comme ça ?

Ça peut sembler compliqué à expliquer, mais je crois qu'en fait, au cœur même des argumentations du Parquet et des juges, on trouve les raisons de l'acharnement. Le juge qui vient d'ordonner ma libération, c'est le même que celui m'avait incarcéré, Charles Prats. C'est un juge qui s'est fait connaître publiquement, sur les réseaux sociaux, comme un opposant aux antifascistes, aux « nervis d'extrême gauche » comme il les appelle... Le 16 mars, après

la journée de manifestation et de révolte sur les Champs-Élysées, il parlait, sur Twitter, de « peste noire » qu'il fallait envoyer en prison. Il avait aussi déjà fait des commentaires au moment du 18 mai en disant que je méritais d'aller en prison... Bref, c'est quelqu'un qui est connu pour ses positions anti-mouvement social, qui apparaît dans plein de médias d'extrême droite. Et donc c'est lui qui a autorisé ma sortie, alors que c'est lui qui m'avait fait enfermer. Mais en fait, il s'est retrouvé dans une situation dans laquelle, au vu du dossier, ce n'était vraiment pas possible de me maintenir en prison. Car c'est bien ce qu'on répète depuis le début : il n'y a aucun élément, dans le dossier, contre moi, ils ont une vidéo qui montre l'intégralité de ladite agression, et je ne suis pas présent sur la vidéo... Et donc ce n'est pas parce que j'ai été arrêté et que j'étais présent à proximité de là où ça s'est passé que l'on peut retenir contre moi des accusations de violences. Ce juge a donc fini par céder, en disant que j'avais été entendu par la juge d'instruction et qu'il n'y avait aucun élément contre moi. Mais il a mis des choses « intéressantes » dans la balance. Déjà, je suis sorti avec le paiement de 10 000 euros de caution², préalable à ma libération, et le juge assume le fait que c'est fait pour cibler le soutien financier dont on serait bénéficiaires. On dirait vraiment les accusations de l'extrême droite selon lesquelles on serait financés par je ne sais

quel organisme souterrain... Et au-delà, c'est clairement un moyen de cibler directement la solidarité des gens, les dons qu'on a eus. En plus, je suis interdit de Paris, interdit de région parisienne même, interdit de voir mon frère, assigné à résidence et, quelque chose d'intéressant, interdit de manifester³. En gros j'ai été arrêté dans le cadre d'une affaire d'affrontements, qui ont eu lieu, apparemment, un peu par hasard dans les rues de Paris le soir où Notre-Dame a brûlé, et je suis interdit de manifester, alors que ça n'a rien à voir. C'est complètement illégal. Imagine, demain je suis arrêté pour un défaut de permis et, parce que je suis Antonin Bernanos ils peuvent m'interdire de manifester...

Donc c'est un acharnement très politique.

Oui, je trouve que tout ça est très révélateur des raisons pour lesquelles je suis resté aussi longtemps en prison. Il se trouve qu'il y avait des mouvements sociaux forts à l'extérieur, les Gilets jaunes bien sûr, mais aussi d'autres mouvements à d'autres moments : par exemple l'un des motifs du renouvellement de mon mandat de dépôt en août, alors que le JLD avait décidé de ne pas le renouveler, ça a été, c'est écrit noir sur blanc, qu'il y avait un risque trop important de me laisser sortir à quelques jours du G7 [à Biarritz], alors que je pourrais organiser les révoltes et les actions violentes à l'encontre des policiers...

Il y avait donc vraiment une volonté, je pense, de me tenir à distance de la contestation sociale, une volonté aussi de construire une fausse image de moi en tant que leader d'une mouvance violente, comme s'il y avait une mouvance terroriste qui s'en prend à l'État et aux forces de police, et qui serait orchestrée par ma personne, ce qu'on retrouve avec l'interdiction de manifester.

Tu noteras au passage que, parallèlement à ça, alors qu'ils politisent au maximum l'affaire, en faisant de moi un espèce de leader d'extrême gauche dangereux qu'il faut à tout prix tenir à l'écart des mouvements sociaux, il y a une criminalisation totale des faits. Ce qui est reproché aux gens, ce sont des vols et des violences, comme si un affrontement avec l'extrême droite pouvait être résumé à ça... Et par ailleurs, dernier point, dans mon contrôle judiciaire il y a une obligation de soins et de suivi psychiatrique. Je vais devoir me soigner, avec obligation de médication si on me l'impose, et obligation de soins psychiatriques, comme si l'engagement des gens et leur investissement dans les luttes étaient liés à des problèmes psys, et n'étaient pas une réponse politique à un ordre social injuste... Donc finalement en reprenant le dossier on comprend les raisons de l'acharnement contre moi, un acharnement qui, je tiens à le dire, n'est pas nouveau et ne concerne pas que moi, mais plein d'acteurs du mouvement social.

On le voit par exemple avec Assa Traoré qui est poursuivie pour des motifs qui n'auraient jamais été utilisés contre d'autres avant. Il y a une volonté de cibler des personnes, de faire des exemples, en espérant que ça fera peur aux gens qui luttent, que ça permettra de stopper les contestations, de freiner les mobilisations sociales.

Et c'est donc en raison de la dimension politique de la chose que tu as choisi d'écrire une longue lettre, un texte politique, qui a été publié sur divers sites militants, dont celui du NPA⁴, dans lequel tu parles de l'articulation entre la montée de l'extrême droite, l'autoritarisme, le durcissement de la répression policière et judiciaire ?

Oui, c'est pour ça. Je tenais à faire ce « point » politique, c'est vrai que la lettre était longue, mais ça faisait longtemps que je n'avais pas eu l'occasion de parler, mon courrier était bloqué, ça avait été très long de débloquent le parloir pour mes proches... Donc voilà, du fond de ma cellule, je constatais plusieurs choses et j'avais envie d'en parler. Je voyais se prolonger ce à quoi on avait assisté pendant les Gilets jaunes, c'est-à-dire cette manipulation à l'encontre du mouvement, d'essayer de le rendre illégitime en le faisant passer pour un mouvement d'extrême droite, tout en favorisant la répression contre les franges du mouvement social traditionnel qui essayaient de s'investir dans le mouvement plus que contre les franges d'extrême droite, qui avaient beaucoup plus de libertés que nous, pouvaient attaquer des cortèges dans les manifs sans qu'il se passe quoi que ce soit et sans qu'ils se fassent perquisitionner le lendemain. Ce qui m'a donné envie de faire ce texte, de proposer une analyse politique de l'articulation entre l'État, le gouvernement,



Geneviève Bermanos, entre Assa Traoré et Édouard Louis. DR

le fascisme et le capitalisme qui, s'ils ne sont pas nécessairement la même pièce du puzzle, sont complémentaires : quand le capitalisme entre en crise et que les gouvernements n'arrivent plus à gérer les mouvements sociaux, ils regardent du côté du fascisme, reprennent leurs thèmes, comme on l'a encore vu récemment avec les débats publics sur l'immigration et la folie islamophobe.

Au NPA, on prend depuis quelques temps au sérieux l'hypothèse d'une accession au pouvoir de l'extrême droite. C'est ce que tu as en tête toi aussi ?

Je le prends au sérieux, mais sans pour autant dire que la prise de pouvoir de l'extrême droite sera forcément le Rassemblement national qui gagnerait les élections. En tout cas, je constate aujourd'hui que, d'une certaine façon, l'extrême droite est déjà en train de prendre le pouvoir. Ce n'est pas parce que le Rassemblement national n'est pas au pouvoir que leurs thèses, que les thèses fascistes, n'ont pas pris une importance considérable au sein de tout le champ politique. Quand on en est à faire des débats sur l'immigration comme ceux qu'il y a à l'heure actuelle, quand on voit les hommes, femmes et enfants qui périssent par milliers en Méditerranée, quand on explique qu'il est normal et logique d'être islamophobe, tous ces débats complètement hystérisés, avec en plus des violences policières toujours plus nombreuses et récurrentes, une police qui s'assume, on l'a vu dans des sondages et des enquêtes, comme votant à l'extrême droite... alors oui, on peut dire que la prise de pouvoir de l'extrême droite est crédible, elle est possible, et elle est en cours. Bref, le fascisme au pouvoir ça ne se réduit pas à « le Rassemblement national gagne les élections ».

Mais y a rien d'irréversible non plus là-dedans. C'est pour ça que toi, tu es militant antifasciste et que tu penses une riposte à construire, globale, pour endiguer ça ?

Oui, mais je pense que cette riposte ne peut se faire que par le bas, et que c'est un antifascisme de terrain qu'il faut porter. C'est ça aujourd'hui la priorité. Encore une fois, je vais parler du gouvernement et du débat public : Macron nous a fait le coup pendant les européennes, je regardais ça en

cellule, j'étais à la fois horrifié et très intéressé par cette volonté qu'il y avait d'opposer les « progressistes » aux fascistes. Macron a refait le coup du second tour [de la présidentielle] au moment des élections européennes : c'est soit moi, soit le fascisme, comme s'il n'y avait pas d'autre solution. Je pense que c'est un coup qu'il va refaire encore au moment des municipales : soit le libéralisme, soit le fascisme. Alors qu'à côté de ça, le pouvoir entretient une certaine forme de fascisme et il y a une volonté de discréditer et de disqualifier tous les acteurs d'un antifascisme conséquent, d'un antifascisme de terrain, qui luttent sur les lieux de travail contre le fascisme, qui luttent dans les rues contre le fascisme, qui luttent dans les mouvements sociaux contre l'implantation et la propagation du fascisme, y compris au sein de nos propres mouvements.

Je pense que ce dont on parle n'est pas irréversible, que ce n'est pas quelque chose qui est fatal et qu'il faudrait baisser les bras. Bien au contraire, je pense qu'il faut s'unir et qu'aujourd'hui, il y a des acteurs du mouvement social, principalement, et aussi de la société civile qui pensent ces questions-là de manière totalement différente. Il faut que le débat s'ouvre. Je pense que le NPA a été un des premiers acteurs à penser cette question de l'antifascisme comme étant beaucoup plus large que le seul combat contre l'extrême droite, qu'il faut amener aussi la question des quartiers, celle de l'islamophobie, et proposer des cadres d'alliance que moi je pense vraiment nécessaires pour la suite, de fronts communs antifascistes. Mais on parle bien de fronts communs qui ne négocient pas la question du fascisme, en disant par exemple « L'islamophobie non, c'est pas le moment, le moment, ce qu'il faut c'est parler de l'extrême droite » ou « Non, le racisme d'État, c'est pas la même chose, on verra plus tard ».

Il y a donc des choses qui se font, des choses qui se sont faites, et des victoires aussi. Il faut se le dire : la réponse qu'on a eue au sein des Gilets jaunes, faire corps tous ensemble et se soutenir face aux attaques des groupes d'extrême droite, qui étaient de plus en plus nombreuses, eh bien ça, c'était une victoire concrète. Parce que si jamais on n'avait pas pris ce parti-là, ou si on avait fait comme

d'autres qui nous disaient « Il ne faut pas aller dans ce mouvement, c'est un mouvement d'extrême droite, vous allez pactiser avec le diable », ou si on avait choisi, comme certains adeptes de l'insurrection, de faire l'impasse sur la question de la présence de l'extrême droite dans le mouvement, le risque était que ce dernier se droitise de plus en plus, qu'il intègre en son sein des militants d'extrême droite, qui auraient eu une tribune, un terrain dans lequel s'exprimer, et ça aurait pu être vraiment dangereux. Donc je pense qu'il y a eu de petites victoires, qui ne sont pas si petites que ça, et qu'il faut penser la chose de manière plus large, et continuer de travailler en commun pour la suite, c'est ça qui est essentiel.

À la fin du texte que tu as écrit, tu mets au centre des combats révolutionnaires la question de la lutte anticarcérale. Tu as déjà été et tu es aujourd'hui encore confronté à la chose, mais est-ce que tu penses que, de manière générale aujourd'hui, en tant que militants anticapitalistes, antifascistes et révolutionnaires, la question de la prison est quelque chose que personnellement et politiquement nous devons affronter et/ou se préparer à affronter, et d'une manière plus conséquente qu'aujourd'hui ?

Il faut faire mieux sur cette question, c'est évident, et je me mets dans le lot aussi. Je suis un grand adepte du « Il faut lutter contre la prison » au moment où ça me concerne. J'en prends vraiment conscience au fur et à mesure que les années passent. Je suis sorti de ma première peine de prison en me disant qu'il y avait vraiment une nécessité de la lutte anticarcérale aujourd'hui. Je suis sorti, et je n'ai rien proposé, rien fait de nouveau jusqu'à ce que je retourne en prison pour me dire « Oui, c'était important, mais qu'est-ce que j'ai fait depuis ? » C'est un problème qui traverse l'ensemble du mouvement social. Le premier problème, c'est de considérer que la prison c'est important uniquement quand ce sont les nôtres qui y sont confrontés, et c'est quelque chose qui arrive de manière assez régulière. Le deuxième problème, c'est de ne pas prendre cette question à bras-le-corps et de ne pas réfléchir à ce que c'est la prison aujourd'hui dans notre société. Quand on pense à ce que représente la prison aujourd'hui, et quand on est antifasciste et qu'on porte un projet antifasciste conséquent, on est obligé de comprendre que la prison est l'une des institutions qui fait fonctionner le mieux, et de la manière la plus pérenne, le racisme d'État en France. Quand on est en prison aujourd'hui, on se retrouve essentiellement avec des jeunes des quartiers populaires, qui sont noirs, arabes, musulmans, qui sont ciblés par des contrôles de police depuis longtemps, un système de contrôle raciste. Certes, Balkany a été condamné, mais habituellement les hommes de la bourgeoisie en col blanc sont systématiquement relaxés, ou condamnés sans peine ferme pour des crimes qui impactent bien plus la société et le corps social que le fait d'avoir dealé une barrette de shit ou le fait d'avoir essayé de s'en sortir comme on peut. Je pense qu'aujourd'hui, il y a un véritable problème au sein du mouvement : comment on se saisit de la question carcérale, comment on le fait intelligemment, c'est-à-dire au-delà des mots, et surtout comment on le fait avec les gens qui sont concernés par ça. Quand j'étais en prison, j'en parlais avec un militant basque. Eux se sont saisis de la question carcérale, en parlent et font des

choses depuis longtemps, mais ils le font toujours vis-à-vis de leur propre situation, ils sont toujours tournés vers eux-mêmes, sans parler de la prison comme étant un système qui englobe l'intégralité de la société. C'est le militant basque lui-même qui faisait cette autocritique... Si ça n'englobe pas l'intégralité de la société, ça englobe au moins, et ça concerne au moins l'intégralité d'une classe sociale qui est la classe ouvrière aujourd'hui, sous toutes ses formes. Avec ses mutations, ses spécificités en fonction des zones géographiques... Aujourd'hui, il y a un débat à avoir, une question à se poser : accepter d'abord tous que cette question, on l'a mise de côté et qu'on ne l'a pas traitée comme il fallait, moi le premier, c'est essentiel. Et ensuite, se poser avec les acteurs du mouvement, tous ensemble autour d'une table et se dire : « Qu'est-ce qu'on peut penser ensemble, qu'est-ce qu'on peut travailler et produire pour construire quelque chose de conséquent contre la prison aujourd'hui ? » Et ne pas considérer que c'est une lutte à part de nos luttes. C'est une lutte qui est pleinement dans nos luttes. Les classes populaires sont les premières ciblées, comme ça l'a toujours été, par l'institution carcérale. Si on est vraiment au service des classes populaires, si on est vraiment au service de la classe ouvrière, alors l'institution carcérale doit être un sujet de premier plan que l'on doit traiter en tant que militants révolutionnaires. Et si on est vraiment antifasciste, et si on prend vraiment la question du racisme d'État au sérieux, la prison telle qu'elle est aujourd'hui, c'est une institution que l'on doit traiter et combattre collectivement, par tous les moyens possibles.

Propos recueillis par Julien Salingue

- 1 – 18 mai 2016, affaire dite « du quai de Valmy », lorsqu'une voiture de police avait été incendiée à proximité d'une manifestation contre la loi travail. Affaire dans laquelle Antonin a été condamné à cinq ans de prison, dont deux avec sursis.
- 2 – Suite à l'audience du 29 octobre, la caution a été ramenée à 3000 euros.
- 3 – Seule l'interdiction de voir son frère a été levée le 29 octobre.
- 4 – « Une lettre de notre camarade Antonin Bermanos », 7 octobre 2019, sur <https://npa2009.org/idees/politique/une-lettre-de-notre-camarade-antonin-bermanos>



SCNF Colère et détermination aux ateliers SNCF de Châtillon

Depuis lundi dernier, les cheminotEs de la maintenance du Technicentre Atlantique sont en grève contre, à l'origine, une attaque sur les repos, et tiennent tête à la direction.

C'est au cours d'une HIS (heure d'info syndicale), alors que les agentEs du service de nuit échangent sur la volonté de la direction de dénoncer un accord local remettant en cause leur temps de travail, qu'un petit chef se pointe pour demander de retourner au travail. C'est la provocation de trop. Les agentEs décident unanimement de cesser le travail, au diable les D2I, c'est-à-dire les délais de prévenance de 48 heures pour faire grève (la direction ne prévient pas pour ses sales coups!). Puis celles et ceux du service du matin, et celles et ceux du soir débrayent à leur tour : c'est l'arrêt total et collectif de la production. Cette réunion des salariéEs répondait à l'annonce par la direction de son intention de dénoncer un accord qui prévoyait 12 repos compensateurs. Suite à une première réunion avec les syndicats, la direction, refusant de céder sur la suppression des repos, proposait une compensation financière de 7 000 euros, versés en quatre fois. Mais pour les agents, pas question de se faire acheter de cette manière : les repos, ça n'a pas de prix ! Et même si elle lâchait 10 000 euros, la direction les rentabiliserait en un an à peine avec ce qu'elle gagne sur les nouveaux roulements (ou horaires) qu'elle propose...



Un projet qui ne passe pas

Au Technicentre Atlantique, les agents assurent la maintenance du matériel roulant à destination de la façade Atlantique, et permettent aux voyageurs des TGV Atlantique d'être transportés dans les meilleures conditions possible, en toute sécurité. Ils et elles travaillent en 3/8, avec des salaires proches du SMIC, et en sous-effectif permanent. D'où beaucoup de démissions, conséquences des cadences élevées et d'une organisation du travail en flux tendu. En « posant la caisse » massivement, avec le soutien de collègues d'autres technicentres de la région, qui refusent de faire le boulot des grévistes, les 200 agentEs ont provoqué une journée quasiment sans TGV à l'Ouest le lundi 28 octobre. Face à l'ampleur de la désorganisation, les agentEs ont obtenu un premier recul de la direction, au bout de 48 heures, mais partiel seulement : l'abandon du projet de suppression des repos, donc le maintien des conditions actuelles, et leur élargissement aux autres agentEs qui n'en bénéficiaient pas jusqu'à présent. Mais des revendications, avancées dès le début par les grévistes, ne sont toujours pas satisfaites, notamment sur l'organisation du travail des jockeys (remiseurs - dégars) ou encore sur le paiement des jours de grève. Car ils et elles ont bien raison, ce n'est pas à la direction qu'on supprime des jours de repos, et de l'argent, elle en a ! C'est pourquoi, au moment où nous écrivons, la mobilisation se poursuit.

Cette attaque sur les conditions de travail, qui est une déclinaison au niveau local de ce que comprennent les dernières réformes ferroviaires, n'est qu'une attaque parmi d'autres. Elle est comparable à toutes celles que subissent d'autres salariéEs du secteur privé comme du public depuis des années.

Ce mouvement de la maintenance à Châtillon, après la réaction légitime des cheminotEs la semaine précédente contre le manque de sécurité dans les trains, s'inscrit dans un climat qui monte de quelques crans dans le pays, avec la perspective qui se précise de mobilisation du 5 décembre contre la réforme des retraites. Toutes et tous ensemble cette fois, et en grève car c'est notre meilleure arme pour gagner !

Stella Monnot

5 DÉCEMBRE Quelles stratégies des organisations syndicales ?

À cinq semaines du 5 décembre, il est encore difficile de prévoir quelle sera l'ampleur de la mobilisation et surtout quels en seront les lendemains. La significative multiplication des appels à une grève reconductible ne constitue pas en effet, à cette étape, une garantie en matière d'ampleur de la mobilisation, que ce soit dans les grèves ou dans les manifestations.

D'un côté, le contexte international indique une disponibilité des exploités à des mobilisations qui, tout en partant le plus souvent de revendications économiques, s'élargissent rapidement dans des mouvements dont les points communs sont la dénonciation des inégalités, l'exigence de démocratie et le rejet des élites. Avec une particularité qui consiste dans le développement de mouvements organisés en grande partie à l'écart du mouvement ouvrier traditionnel, « oubliant » l'Internationale et les drapeaux rouges. Des caractéristiques proches de celles des Gilets jaunes en France avec l'occupation des ronds-points, des manifestations dans les avenues-lieux de pouvoir, la Marseillaise et le drapeau tricolore.

De l'autre, la mémoire des échecs des mobilisations des dizaines d'années passées faites de fractionnement du camp des travailleurEs et de ralliement ouvert des partis « ouvriers » aux politiques libérales associant largement à ces politiques d'accompagnement les principales organisations syndicales.

Quelle boussole ?

Le rapport Delevoey prévoit une remise en cause fondamentale du système des retraites, non seulement du régime général mais aussi de l'ensemble des régimes. Une volonté de contre-réforme brutale tout en se gardant la possibilité d'une mise en œuvre plus ou moins différenciée, étalée, dans le temps.

Dans ce « pot-au-noir », les principales organisations syndicales semblent singulièrement manquer de boussole. Leur conservatisme d'organisation consolidé au fil de décennies de compromis et de compromissions est inscrit dans le paysage. Il nous reste à rendre compte de la forme que



peuvent prendre leurs politiques dans cette phase.

Face à une attaque de même ampleur, les grèves « historiques » de 1995 fournissent des indications sur ces politiques. En 1995, la combativité de la direction de FO était en grande partie motivée par la volonté du gouvernement de l'évincer de la gestion de la Caisse nationale d'assurance maladie et de l'UNEDIC au profit de la CFDT. Si la direction de la CFDT a ouvertement soutenu le plan Juppé et combattu la mobilisation, il existait en son sein une opposition structurée dans le courant « Tous ensemble » permettant la construction d'un mouvement unitaire déterminé. Enfin, les secteurs des transports, en particulier la SNCF et la RATP, au côté d'EDF, étaient des bastions tant politiques qu'organisationnels pour la CGT, lui imposant une relative volonté de mobilisation. Le tout n'empêcha pas les

directions de faire ranger les drapeaux et de cesser le mouvement dès que le gouvernement recula sur la question des retraites des secteurs concernés, sans rien lâcher sur la Sécu.

Enjeux différenciés

Les attaques des différents gouvernements, notamment contre le droit du travail et, singulièrement, la réduction drastique des moyens des organisations syndicales placent ces dernières dans une situation nouvelle. Comment se maintenir, maintenir ses moyens, ses prérogatives face à une bourgeoisie qui a choisi de se passer de toute « médiation », de tout dialogue social. Avec, en contrepoint, une politique répressive inédite tant face aux manifestations que contre les militantEs engagés dans les mobilisations.

La CFDT ou la CFTC ont fait le choix d'une intégration de plus

en plus profonde à la logique du dialogue social, bénéficiant ainsi de renvois d'ascenseur de la part de l'État et du patronat à tous les niveaux. Pour FO, l'UNSA, voire la CFE-CGC, si les traditions ne sont guère différentes, les politiques régressives engagées dans leurs milieux, leurs bases militantes, leurs moyens d'appareils, les poussent à s'engager dans la mobilisation. Les exemples de la RATP, des résistances à la réforme de l'allocation chômage, les positionnements de cadres dans les luttes contre les fermetures de sites ou les plans de licenciements attestent de ces comportements empreints de contradictions. La perspective de perdre à la fois la cagnotte et la gestion de l'AGIRC-ARCOO pèse aussi pour une volonté de réagir. En ce qui concerne la CGT, la « descente » au 2^e rang des organisations syndicales représentatives illustre les difficultés. Si les pertes d'influence et de moyens dans le secteur public ou ex-nationalisé sont largement la conséquence des politiques de « dialogue social », de collaboration de classe menée à différents échelons, le résultat concret en est la perte de moyens tant matériels que politiques de peser sur le patronat et le gouvernement « dans les salons » ou sur le terrain de la lutte de classe. L'affaiblissement parfois dramatique des équipes militantes, les reculs idéologiques, réduisent les capacités de mobilisations. Enfin, concernant Solidaires, sans négliger les éléments de bureaucratie affleurant ici ou là, les rapports de forces réduisent les capacités à peser sur les choix des confédérations. Ainsi, les différents syndicats ne sont pas sur un pied d'égalité face aux difficultés et aux risques que font peser les contre-réformes engagées depuis des années et que Macron accélère. Il faudra donc à la fois une forte et large mobilisation pour imposer à ces appareils une politique qui sorte réellement de celles qu'elles ont suivies depuis des années, et une capacité d'auto-organisation qui permette de combattre l'attentisme et les divisions.

Robert Pelletier



GRENOBLE

RIC en défense du logement social

Dans le quartier populaire de la Villeneuve à Grenoble, où le taux de pauvreté est l'un des plus forts de l'agglomération, s'est déroulé un référendum d'initiative citoyenne (RIC).

ici, les habitantEs ont une longue histoire de solidarité et de résistance, aussi ils ne baissent pas les bras quand ils découvrent le projet

de destruction massive de logements sociaux. Après avoir épuisé les recours possibles, ils ont décidé d'organiser un RIC.

DROIT DE RETRAIT En toute légitimité

Édouard Philippe, Muriel Pénicaud, Jean-Baptiste Djebbari... la semaine dernière, les ministres ont défilé pour monter au créneau contre l'utilisation massive par les cheminotEs de leur droit de retrait et dénoncer une « grève illicite » à grand renfort de mauvais arguments juridiques. L'exercice a atteint son apothéose avec la citation tronquée par Pénicaud, sur la matinale de France Inter, de l'article du Code du travail concernant le droit de retrait.

Mais plus que les controverses de juristes, ce qui déclenche une telle hystérie chez nos dirigeants, c'est bien la capacité des travailleurEs d'un secteur stratégique à cesser le travail en masse et inopinément malgré toute les restrictions apportées au droit de grève.

Des limitations à combattre

Contrairement aux idées reçues, le droit de grève dans la fonction publique et les entreprises à statut, dont la SNCF, est beaucoup plus restreint que dans le secteur privé. Alors que la cessation collective du travail n'est subordonnée dans le privé qu'à la présentation à l'employeur des revendications, par la remise d'un tract par exemple, dans le public elle doit être précédée du dépôt d'un préavis au moins cinq jours avant le début du mouvement, ce qui interdit tout débrayage spontané. À ce délai s'ajoute une autre limite qui consiste à frapper les grévistes au portefeuille. Depuis 1987 (merci Chirac !), les fonctionnaires d'État subissent systématiquement le retrait d'une journée de salaire même si la durée réelle de la grève est inférieure. Cette règle, dite du « trentième indivisible », existe également sous une forme atténuée pour les salariéEs des entreprises à statut. Ces restrictions de portée générale sont complétées par des contraintes sectorielles. Les salariéEs des transports doivent, depuis 2007, déclarer individuellement leur intention de cesser le travail au plus tard 48 heures avant la grève. Et la loi prévoit pour certaines activités l'organisation d'un service minimum (hôpitaux, collecte des ordures, aide aux personnes âgées), voire la réquisition des grévistes !

Ces restrictions cumulées constituent une arme formidable pour les employeurs publics et assimilés, qui peuvent ainsi anticiper l'ampleur de la grève, re-déployer le personnel non gréviste pour en limiter les effets, voire l'empêcher totalement en pratique comme c'est le cas actuellement dans les services d'urgences.

Droit à la santé et à la sécurité au travail

Si elles ne mettent évidemment pas fin aux grèves, les limitations croissantes poussent la lutte des classes à prendre parfois d'autre voie, légales ou non. Le droit de retrait en est une. Créé en 1982 par les lois Auroux, il permet à toutE salariéE de « se retirer de toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé », sans que l'employeur ne puisse en théorie amputer son salaire ou le sanctionner. Dans la vraie vie, l'usage de ce droit est limité par les hésitations à contester le pouvoir du patron ou du petit chef, mais



WIKIMEDIA COMMONS

aussi parce que les capitalistes le contestent quasi systématiquement, pratiquent des retraits sur salaire et laissent aux salariéEs et à leurs syndicats le soin de saisir le juge pour obtenir réparation. Sa mise en œuvre semble toutefois se développer : l'enquête Surveillance médicale

des expositions aux risques professionnels (Sumer) réalisée en 2010 indiquait que 12% des salariéEs en moyenne avaient refusé ou interrompu une tâche pour préserver leur santé au cours des douze derniers mois. La même enquête soulignait que ces refus impliquent simultanément plusieurs salariéEs dans un cas sur deux. Son utilisation par les cheminotEs à une échelle sans précédent pourrait amener bien d'autres travailleurEs encore à s'en emparer. Les travailleurEs de la SNCF ont en effet réussi par ce biais à stopper presque complètement et instantanément la circulation ferroviaire, à remporter une bataille dans l'opinion malgré le matraquage médiatique, et à obtenir dans la région concernée par l'accident un accord satisfaisant leurs principales revendications en matière de sécurité pour eux-mêmes et les usagers.

Comité inspection du travail

PERPIGNAN Police et Croix-Rouge vident un squat de réfugiéEs

Samedi 19 octobre, plusieurs militantEs du Comité de soutien aux sans-papiers 66, accompagnés de demandeurEs d'asile laissés à la rue par l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) ont investi un local abandonné depuis plusieurs mois et appartenant à la Croix-Rouge.

Des policiers, probablement alertés par des « voisins vigilants », ont débarqué immédiatement, agressifs, menaçants et insultants, en leur sommant de quitter les lieux. En même temps que la police, sont arrivés des responsables de la Croix-Rouge – une organisation qui se définit officiellement comme une « association d'aide humanitaire française qui a pour objectif de venir en aide aux personnes en difficulté en France et à l'étranger ». Mais loin d'apporter une « aide humanitaire », les représentants de cette organisation sont venus... prêter main forte aux policiers !

Insultes, provocations, agression physique

Une militante, âgée de 74 ans, a été jetée au sol, son poignet

casé. Les policiers ont non seulement laissé faire mais se sont eux aussi attaqués aux militantEs qui ont cherché à empêcher l'arrestation d'un jeune demandeur d'asile. La présidente de la LDH 66 s'est vue arracher le drapeau de son organisation ; quant à la présidente du MRAP 66, elle a été retenue plus d'une heure dans le fourgon de police. Elle fait l'objet d'une convocation au commissariat.

Un exemple de plus que la police de Macron aujourd'hui toute latitude non seulement pour chasser et terroriser les migrantEs mais aussi pour insulter et réprimer toutes celles et tous ceux qui tentent de s'opposer à la politique raciste brutale du gouvernement et de leur venir en aide. Florilège des propos tenus

par les forces « de l'ordre » à l'encontre des militantEs présents : « C'est à cause de vous que la France va mal. Vous feriez mieux de vous occuper des Français », « Vous êtes des terroristes »...

Le squat a été finalement évacué en fin de journée avec son lot de personnes privées à nouveau d'abri. Avoir un toit est un droit humain inaliénable, de même que le droit à la santé et à l'éducation. Et quoi que fassent Macron, sa police, ses préfets et les juges à sa botte, la lutte pour ces droits mais aussi pour l'égalité pour touTEs continuera ainsi que le refus de capituler devant ces politiques racistes qui laissent à la rue des milliers de réfugiéEs. La riposte s'organise pour dénoncer ce nouveau méfait.

CorrespondantEs NPA66

FÉMINICIDES

Mobilisation à Saint-Denis

Contre les violences faites aux femmes, contre la répression et les intimidations.

À Saint-Denis (93), suite à l'assassinat de Leïla par son compagnon le 3 juillet dernier, une première manifestation, à l'appel de plusieurs organisations, avait regroupé plus de 500 personnes qui s'étaient rendues de la mairie au commissariat central pour crier leur colère devant l'indifférence et le manque de réactivité du commissariat. Leïla avait 20 ans et étudiait à l'université Paris 8. Sa mort, comme toutes les autres, aurait pu être évitée. La veille de son assassinat, elle avait alerté le commissariat de Saint-Denis des violences qu'elle subissait. L'idée de #BalanceTonComico et des rassemblements devant les commissariats est née de cette colère.

Détermination renforcée

Face à la violence du nombre grandissant des féminicides pendant l'été, à l'inaction masquée derrière un Grenelle sans moyens du gouvernement, un intercollectif d'associations s'est regroupé autour des Dionysiennes pour appeler à deux autres manifestations, les 3 et 11 octobre 2019. C'est dans ce contexte qu'Amel Dahmani, secrétaire du syndicat Sud des communaux de la ville et co-organisatrice de la manifestation, a été convoquée à ce même commissariat, mardi 22 octobre au matin. Le motif (dépôt du parcours en retard et occupation de la voie publique) est apparu bien dérisoire au regard du grave sujet que sont les violences subies par les femmes et l'augmentation des féminicides.

Malgré le début des vacances scolaires et l'heure, 9 heures du matin, pour celles et ceux qui travaillent, ce sont plus de 150 personnes qui ont accompagné solidairement notre camarade et ont attendu sa sortie du commissariat. Une convocation et une mobilisation qui ont renforcé notre détermination à préparer localement et nationalement la journée internationale contre les violences faites aux femmes du 25 novembre prochain.

Aucune manœuvre d'intimidation et de répression n'empêchera le mouvement féministe et les organisations qui le soutiennent de manifester tant que dureront les violences sexistes et sexuelles qui détruisent et tuent des femmes et des enfants !

Correspondante



DR

«Éric, un RIC!»

Les Gilets jaunes portent cette revendication démocratique que soutient également Éric Piolle, maire de Grenoble... sauf dans sa ville! Alors que 17 000 ménages sont en attente d'un logement social dans l'agglomération et que les rues sont pleines de personnes qui dorment dehors, la convention entre l'État, l'ANRU, la Métro, la ville et les bailleurs sociaux prévoit la démolition de 303 logements, d'abord puis celle de 470 logements, déjà fléchée dans les budgets futurs même si la décision finale pour cette seconde tranche sera prise plus tard. Les élus locaux défendent qu'il faut ouvrir ce quartier et que sans l'ANRU qui impose ces démolitions, il n'y aura pas de budget pour les rénovations des logements restants ou la reconstruction. L'ANRU, financée essentiellement par une

association dont le président n'est autre que le patron des patrons du BTP, paie essentiellement les démolitions (85%) : c'est là une source de profit importante du BTP. Les collectivités et les bailleurs sociaux, donc les locataires, financent les rénovations.

Une forte mobilisation

Le Collectif contre les démolitions, l'Association des résidents du 10/20 Arlequin, le DAL, l'Alliance citoyenne, deux élus municipaux membres d'Ensemble à gauche, des chercheurs de l'IEP, des membres du FUIQP, du NPA, des lanceurs de tuiles (issus de la FI), des Gilets jaunes et de nombreux Grenoblois se sont engagéEs dans une réelle campagne. Des journalistes ont suivi également toute la démarche. La campagne référendaire a commencé

par un mois de porte-à-porte pour que touTEs les habitantEs puissent se forger un avis, avec de très riches discussions. Du 14 au 20 octobre a eu lieu le vote, effectué méticuleusement, avec urnes fermées à clef, mises en sécurité le soir chez des scrutateurs différents, contrôle inopiné des 3 bureaux de vote par des scrutateurs indépendants. Pouvaient voter touTEs les habitantEs de l'Arlequin, âgés de plus de 18 ans, quelle que soit leur nationalité. La quittance de loyer avec la carte d'identité ou le titre de séjour étaient les documents indispensables. Ce qui représente un corps électoral de 2276 votantEs (chiffre Insee). Au terme du dépouillement, voici les résultats : 526 votantEs, soit un taux de participation de 23%, 130 (25,04%) pour les démolitions, 365 (70,32%) contre, 24 abstentions, 5 blancs, 2 nuls. À comparer

avec les 6% de participation au budget participatif, aux 15% aux élections européennes ou aux 16% du vote organisé à Pantin sur une démolition. Pas un raz-de-marée, mais un résultat encourageant pour continuer la lutte.

Un RIC illégal en France... mais légitime

36 pays et plusieurs États des USA ont inscrit le RIC dans leur Constitution. Certes, ce n'est qu'un outil, qui ne suffira pas à abattre le système économique actuel! Mais c'est un excellent outil de mobilisation et de conscientisation. Particulièrement dans les quartiers populaires où les habitantEs subissent souvent, avec mépris et racisme, de multiples injustices sociales et politiques. Nous devons exiger que l'avis des personnes concernées soit impératif

avant toute décision bouleversant leur vie. Ici, ils et elles estiment majoritairement que ce qui serait vraiment utile c'est une rénovation de qualité des logements, des espaces communs, l'amélioration de leurs conditions de vie.

Démolir des logements sociaux ne résoudra pas les réels problèmes de pauvreté des habitantEs. La ville et les autres institutions refusent de prendre en compte ce RIC et de sortir la Villeneuve du plan de l'ANRU. Après des années de travaux bruyants et polluants pour les locataires, le risque est grand que les plus pauvres d'entre eux soient expédiés dans des quartiers excentrés, plus pauvres, où les conditions de vie sont plus difficiles encore. Dans quel but? Implanter une autre population à Grenoble? La lutte continue!

Roseline Vachetta



Les comités en action!

Limoges Fête du NPA 87 à Limoges

Plus de 80 personnes ont participé aux différents temps forts de la fête organisée le 12 octobre : l'intervention d'Antoine sur les activités de notre groupe et le mouvement des Gilets jaunes, puis celle de Christine Poupin sur l'urgence sociale et climatique devant un public très attentif. Un moment théâtral sur les Gilets jaunes par l'Étoile grise a enchanté la salle. Et après le couscous traditionnel, c'est Téo qui a emballé le public avec sa musique festive. Bref, une bonne fête avec la présence de nos amiEs gilets jaunes. Mais une soirée que nous aurions aimé partager avec notre camarade Francine dont nous venions d'apprendre le décès.

Kermoroc'h (22) Fête du NPA Lannion-Guingamp-Bégard-Paimpol

Pour la troisième année consécutive, notre comité a tenu sa fête-débat-réunion publique, avec la participation d'une quarantaine de personnes. L'initiative a eu lieu à Kermoroc'h, petite commune rurale d'environ 500 habitantEs, où le NPA fait des scores électoraux significatifs avec les petites communes limitrophes, Saint-Laurent et Landebaeron.

L'engagement de l'ensemble du comité sur cette journée a été un point très positif, renforcé par l'aide de nos sympathisants sur les tâches matérielles.

Des stands d'invités, l'association « Commune de Paris », ALCHI (association locale sur l'habitat indigne), la librairie Libertalia, mais également la présence du président de l'association environnementale « Sauvegarde du Trégor », témoignent des liens que nous tissons avec le mouvement social « réel ».

Au centre de notre fête, nous avons mis l'accent sur les luttes de notre classe en invitant en Bretagne « profonde » les postierEs des Hauts-de-Seine qui ont présenté le film *Grévons*.

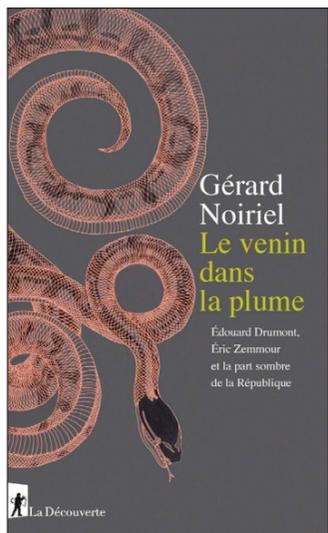
Gaël Quirante au nom de la direction nationale du NPA a exposé, tout en débattant avec les participantEs, notre travail politique et notre engagement pour préparer le nécessaire affrontement avec le capital, tant sur le terrain social, qu'environnemental ou international. Et ceci à partir de notre conception d'une politique anticapitaliste volontariste dégagée des pesanteurs électorales institutionnelles, même si nous n'ignorons pas les débats qui commencent sur les municipales. Comment et pourquoi mettre la priorité à la construction du 5 décembre et à la mobilisation contre la politique du gouvernement du capital ?

Un grand merci à l'équipe des postierEs du 92 et aux sympathisantEs et amiEs du NPA dont nous avons apprécié la venue.

Le venin dans la plume, de Gérard Noiriel

Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République, éditions la Découverte, 240 pages, 19 euros.

Le dernier livre grand public de l'historien Gérard Noiriel mérite une discussion sans doute plus approfondie. Mais l'intérêt de l'ouvrage est d'exposer comment nombre d'obscurités nationalistes et racistes de Drumont a priori mises au ban de l'espace public se retrouvent – édulcorées ou pas – diffusées par Zemmour dans le cadre de la banalisation des discours réactionnaires.



pas si simple, et de nombreux points des raisonnements de Noiriel mériteraient une discussion sans doute plus approfondie. Mais l'intérêt de l'ouvrage est d'exposer comment nombre d'obscurités nationalistes et racistes de Drumont a priori mises au ban de l'espace public se retrouvent – édulcorées ou pas – diffusées par Zemmour dans le cadre de la banalisation des discours réactionnaires.

Le cauchemar de la «grammaire» identitaire

Les cris sur les usages de la langue française, les crises d'apoplexie sur les prénoms des uns et des autres, les conneries sur « la dégradation des mœurs », des romans de Zola au cinéma contemporain et des colonnes de Buren à la Tour Eiffel : Zemmour n'invente pas grand-chose. À l'instar de Drumont, il passe son temps à répéter des « poncifs énoncés bien avant lui ». Bainville, Maurras, Bernanos ou

Le Pen surgissent dans les analyses de Noiriel, montrant que les attaques de Zemmour contre les musulmanEs reprennent la « grammaire » de Drumont et que son antisémitisme n'en est pas si éloigné.

Alphonse Daudet paye pour l'impression de *la France juive*, le brûlot de Drumont, avant que tous les grands éditeurs n'ouvrent leurs portes au chef de file des antisémites à la fin du 19^e siècle. Grasset, Albin Michel, Denoël, Plon, Le Livre de Poche, Fayard font de même pour Zemmour depuis plus de 20 ans. Et il peut se prévaloir de prix littéraires accompagnés de grosses campagnes publicitaires pour faire vendre sa marchandise nationaliste. Ces efforts permettent que *le Suicide français* de Zemmour figure parmi les best-sellers de l'année 2014, mais c'est celui qui a été le moins lu : 93 % de ceux ayant acheté la version numérique ne l'ont pas fini.

Chris Miclos

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

Bande dessinée

2020 : «Année de la bande dessinée»

Lors du dernier festival d'Angoulême (fin janvier 2019), le ministère de la Culture et de la Communication avait décrété 2020 «Année de la bande dessinée».

Cette année-événement, labellisée « BD 2020 », sera pilotée par le Centre national du livre (CNL) et la Cité internationale de la bande dessinée et de l'image d'Angoulême (CNBDI), en collaboration avec les services du Livre et de la Lecture et de la direction générale des Médias et des Industries culturelles du ministère de la Culture.

Du festival d'Angoulême au quai Branly

Dans le cadre toujours plus restreint du budget du ministère de la Culture, on pouvait craindre une ponction des subventions

des uns pour les distribuer aux autres et des difficultés dans la mise en musique et la coordination des événements. Le monde du « neuvième art » commence à en savoir un peu plus. Pour illustrer cette année de portée nationale et internationale, un concours de jeunes talents a ainsi été organisé pour réaliser l'affiche de l'événement. Dessin, collage, encre, peinture, illustration traditionnelle ou infographique, tous les types de création ont été sollicités et le verdict sera connu avant la fin de cette année.

Pour davantage encore mettre en valeur le caractère universel de la



BD, le musée des Arts premiers du quai Branly organisera, en association avec Angoulême, une grande exposition. Le festival dévoilera le programme officiel de sa 47^e édition (du 30 janvier au 2 février 2020) à

la mi-novembre puis le lancement de «l'Année de la bande dessinée». Amateurs, fans de BD ou simples curieux du neuvième art, pensez à votre agenda 2020. Sylvain Chardon

Les Nôtres

Marseille : Francine a fait sa dernière manif

Agent administratif à la Ville de Marseille jusqu'en 2008 et syndicaliste CGT, Francine avait figuré sur les listes de la LCR aux municipales de 2007.

Logique dans sa démarche politique, elle avait rejoint le NPA dès sa fondation et militait au sein du Comité Marseille 10-11-12 comme elle l'avait fait dans son syndicat CGT, avec discrétion mais constance et sérieux. Présente à toutes les diff' de tracts ; à tous les points fixes lors des manifs mais aussi à tous les meetings ou rassemblements auprès de celles et ceux qui étaient en lutte... Comme

on l'avait vue encore l'avant-veille de ce jour funeste!

Celles et ceux qui l'ont connue, tant à la CGT-Territoriaux qu'au NPA, se souviendront toujours de ses coups de gueule contre ce monde d'injustice et de violence contre les opprimés. Début octobre, elle s'en est allée par un bête infarctus après une vie personnelle et militante bien remplie. Ses camarades de parti et de syndicat étaient là poing levé, pour l'accompagner pour son dernier départ en musique, au son d'«Hasta siempre», «Camarade» et «Puisque tu pars». Adieu Francine, on t'oubliera pas! Comité NPA Marseille 10-11-12

Limoges : décès de notre camarade Francine



Francine vient de nous quitter suite à un cancer foudroyant. Elle avait adhéré au NPA lors de sa création en 2009. Ouvrière, puis retraitée, c'était une camarade discrète, mais opiniâtre qui tenait à défendre ses idées à la porte des boîtes comme autour d'elle. Elle s'était impliquée pleinement dans le mouvement des Gilets jaunes, avec sa petite chienne Désir qui l'accompagnait dans toutes les manifs. Tout notre soutien à son compagnon, son fils et ses petits-enfants. Ses camarades de Limoges



DR

1^{er} novembre 1954

Le FLN déclare la guerre au colonialisme

Il y a 65 ans, dans la nuit du 1^{er} novembre 1954, entre minuit et deux heures du matin, une trentaine de casernes, commissariats de police ou installations industrielles sont attaquées dans différentes régions d'Algérie. À l'origine de cette insurrection, le Front de libération nationale (FLN) est encore inconnu des services de renseignement. Il est porté par l'activisme de ses membres dans un contexte international plein d'espoir et de promesses pour les anticolonialistes.

L'embrassement dans l'empire colonial

Le déclenchement de l'insurrection n'est pas de génération hasardeuse. En 1954, la guerre d'Indochine s'est achevée par la victoire du Viet-Minh. Diên-Biên-Phu, tombeau de l'armée coloniale, résonna dans tout l'empire en exposant la faillibilité de l'armée française. Au Maghreb, le Néo-Destour tunisien et l'Istiqlal au Maroc participent de cette contestation à grande échelle et contribuent à cette effervescence anticoloniale. De 1830 à 1954, la colonisation française s'est imposée en Algérie par une domination brutale, une spoliation d'ampleur et une législation d'exception. Doté d'un statut spécifique, les « indigènes » sont massivement dépossédés de leurs terres et les récalcitrants à cette spoliation sont réprimés avec une rare violence. Depuis le début, les raisons et possibilités d'une révolution anticoloniale ne manquent pas.

D'où vient le FLN ?

Paradoxalement, ce bouillonnement anticolonial plonge le principal parti nationaliste algérien dans l'indécision et dans la crise. Le Parti du peuple algérien-Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (PPA-MTLD) compte alors près de 20 000 militantEs. Il recrute dans la petite-bourgeoisie commerçante mais aussi le sous-prolétariat des villes et la jeunesse des lycées. La situation coloniale et les espoirs d'indépendance politisent précocement, dès 14 ans certains se lancent à corps perdu dans le militantisme. Au-delà de la revendication d'indépendance,

le PPA-MTLD est profondément divisé sur les questions tactiques. Une partie de l'organisation pense la voie électorale suffisante pour obtenir, progressivement et grâce à l'unité des organisations nationales, l'indépendance. D'autres, notamment parmi les jeunes militantEs de l'organisation, dénoncent cette chimère unitaire et électorale. La fraude électorale massive perpétrée lors des législatives de 1948 couverte par le gouverneur général Edmond Naegelen (socialiste) finit de vacciner ces jeunes militantEs contre toute illusion électorale. Ils et elles veulent en découdre au plus tôt avec l'impérialisme français et font une première tentative d'organisation de la lutte armée en créant au sein du PPA une « organisation spéciale » (OS) en 1947. L'OS réalise quelques actions spectaculaires comme le hold-up de la poste d'Oran en 1948 mais ne fut jamais utilisée par la direction du PPA-MTLD qui refuse l'option insurrectionnelle. En 1950, l'OS est démantelée par l'administration coloniale et 363 militants sont emprisonnés. Tous les membres fondateurs du FLN étant passés par l'OS, l'expérience de la clandestinité et de l'action directe les soude dans la préparation de l'insurrection.

La trahison stalinienne

Ces militantEs sont, dans un premier temps, isolés des autres organisations. La gauche française n'a jamais défendu l'indépendance et le Parti communiste algérien (PCA) comme le PCF ont depuis longtemps abandonné cette perspective. Pire, lorsque, le 8 mai 1945, Algériennes et Algériens manifestent derrière leur drapeau national et se font sauvagement réprimer par les forces de l'ordre et des milices européennes, le PC dénonce les manifestantEs, décrits comme des membres d'une « 5^e colonne » voulant instaurer en Algérie une « dictature fasciste versaillaise ». Les massacres font entre 20 000 et 30 000 mortEs et le PC déplore le rôle des « provocateurs bien connus de l'administration [pour leur] violence » (*l'Humanité*, 12 mai 1945). Une surprise ? Pas vraiment. Après l'accession d'Hitler

au pouvoir, l'URSS, à laquelle le PC est soumis, avait cherché à nouer des alliances diplomatiques avec la France et la Grande-Bretagne. Pour ce faire, le PC qui dénonçait et militait sous la bannière de l'anticolonialisme, y renonça durablement. Maurice Thorez, son secrétaire général, affirma en 1939 que l'Algérie était encore « une nation en formation ». Cet abandon discrédita considérablement le PCA désormais perçu comme un parti défendant des intérêts « français ». Mohammed Harbi, militant du FLN puis historien de la guerre d'indépendance, en résume les conséquences politiques : « *Le rêve du PCA a été de faire l'économie des grandes luttes révolutionnaires et d'éviter la critique des armes. Prophète en illusions, il n'a pas réussi à marquer profondément le développement du nationalisme révolutionnaire et a largement contribué à valoriser la candidature de la petite-bourgeoisie à la direction du mouvement de libération* ». Cette candidature fut brigüée par le PPA-MTLD puis par le FLN. Le 1^{er} novembre 1954 trancha les divergences tactiques sur les voies de l'indépendance et, ce débat réglé, les partisans de la voie électorale se rallièrent au FLN. L'indépendance s'obtint par la lutte armée doublée d'une action diplomatique efficace à propos de laquelle vient de paraître récemment le témoignage d'Elaine Mokhtefi. Elle se réalisa au prix d'un sacrifice et d'une mobilisation extraordinaire de la population algérienne. Les classes populaires algériennes ne furent jamais appelées à jouer un rôle dirigeant dans cette lutte : la seule grève générale organisée durant le conflit le fut en soutien à l'action du FLN à la tribune de l'ONU en janvier 1957. Fondamentalement, aucune forme de contrôle des grévistes sur leur propre grève ou des classes populaires urbaines et rurales sur leur propre révolution ne fut préconisée par le FLN. L'appareil diplomatique et militaire monopolisant la direction de la lutte indépendantiste s'assit au pouvoir à partir de 1962 en utilisant toutes les prérogatives de l'État pour faire taire les aspirations révolutionnaires des masses. **Samuel Terraz**

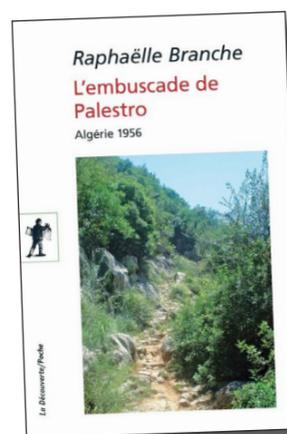
Pour aller plus loin



Mohammed Harbi, Aux origines du FLN, Le populisme révolutionnaire en Algérie

Christian Bourgois, 1975, 313 pages (réédition en cours chez Bouchène).

Le livre permet de se faire directement un avis sur les orientations et les débats de l'organisation en mettant à disposition des lecteurEs les documents d'époque du PPA-MTLD. La belle introduction permet de saisir les raisons du succès du FLN et notamment de questionner la domination politique de la petite-bourgeoisie dans le mouvement révolutionnaire algérien.



Raphaëlle Branche, L'embuscade de Palestro

La Découverte, 2018 (2010), 274 pages.

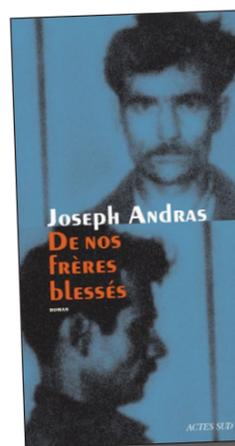
Raphaëlle Branche, connue pour avoir montré le rôle central de l'utilisation de la torture par l'armée tout au long de la guerre d'indépendance, prend ici pour point de départ une embuscade effectuée par le FLN en 1956, au cours de laquelle 17 appelés furent tués. L'historienne, exposant comment l'événement fut utilisé en France pour faciliter l'envoi du contingent, analyse le discours produit à cette occasion pour « ensauvager l'Algérie ». Revenant sur la longue histoire du lieu où se produisit l'embuscade, elle décortique finalement la violence coloniale pour expliquer ce qui rendit possible ce succès militaire du FLN.



Internationale Situationniste, Adresse aux révolutionnaires d'Algérie

Libertalia, 2019, 120 pages.

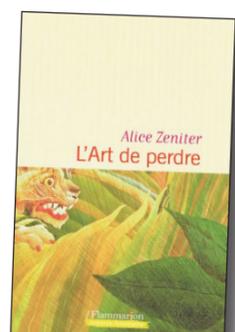
On accrochera ou pas au style littéraire de l'IS et on achoppa sur certaines formulations à l'emporte-pièce du petit groupe politique, mais la critique du FLN par cette poignée de situationnistes algériens reste décapante. Plus convaincants, les textes de *Socialisme ou Barbarie* méritent de s'y attarder davantage et sont disponibles en ligne par exemple ici : <http://archivesautonomies.org/IMG/pdf/soub/SouB-n33.pdf>



Joseph Andras, De nos frères blessés

Actes Sud, 2016, 144 pages.

Attention dynamite. Dans ce court roman, Joseph Andras retrace le parcours de Fernand Iveton, militant du PCA condamné à mort pour avoir tenté de plastiquer son usine. Énormément de finesse sur le parcours du militant, les raisons de son engagement et la manière dont le PC laisse finalement tomber ce militant en rupture de ban.



Alice Zeniter, L'Art de perdre

Flammarion, 2017, 512 pages.

Le récit revient sur l'histoire d'une famille algérienne en trois générations. Un récit sensible et historiquement puissant sur la guerre d'indépendance, les harkis, l'immigration, la rage et la révolte de jeunes adolescents aux prises avec le racisme.

Au Liban, « le peuple veut la chute du régime »

Entretien. Un des plus grands mouvements de contestation populaire dans ces dernières décennies a éclaté au Liban depuis plus d'une semaine. La cible est claire : un système politique et économique qui appauvrit le plus grand nombre et enrichit une petite minorité. Entretien avec **Joseph Daher**, universitaire et militant anticapitaliste.



confessionnels ont activement contribué à affaiblir le mouvement syndical depuis les années 1990, en formant des fédérations et des syndicats distincts dans un certain nombre de secteurs afin d'obtenir un pouvoir significatif au sein de la Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL). En conséquence, la CGTL n'a pas été en mesure de mobiliser les travailleurEs malgré l'intensification des politiques néolibérales. Ils sont complètement absents du mouvement de protestation actuel. Le Comité de coordination syndicale (CCS), principal acteur des manifestations syndicales entre 2011 et 2014, a été mis en échec par des méthodes similaires. Lors de l'élection du CCS en janvier 2015, les partis confessionnels et bourgeois se sont unis contre la syndicaliste combative Hanna Gharib, qui n'a réussi à obtenir que le soutien des indépendantEs et du Parti communiste libanais. Depuis l'élection, l'UCC a perdu de son influence et de son activité syndicale.

Ce dont les travailleurEs ont besoin, c'est d'un mouvement syndical démocratique et indépendant, autonome par rapport aux partis politiques confessionnels et incorporant également les travailleurEs étrangers. Des structures alternatives de représentation et d'organisation sont absolument essentielles pour défier la domination des partis confessionnels et bourgeois au pouvoir.

Il y a néanmoins des signes encourageants. Des organisations féministes et étudiantes ont pris part aux manifestations et sont intervenues de manière coordonnée à travers le pays. Les femmes en particulier ont participé massivement aux mobilisations, avec les féministes faisant pression pour promouvoir les droits des femmes et l'égalité au sein du mouvement.

En se mobilisant de manière massive à travers le pays, les manifestantEs libanais ont fait entrer le pays dans la dynamique des processus révolutionnaires régionaux qui ont débuté en 2010 et se poursuivent encore aujourd'hui, comme on le voit au Soudan, en Algérie ou en Irak. Leur demande est à la fois sans ambiguïté et ambitieuse : « Le peuple veut la chute du régime ».

Propos recueillis par la rédaction

Contre quoi la population libanaise se mobilise-t-elle aujourd'hui ?

Les manifestantEs se mobilisent dans les rues à travers le pays pour dénoncer les fondements du système politique et économique. À leurs yeux, tous les partis confessionnels de la classe dirigeante sont responsables des détériorations de leur condition socio-économiques.

Il faut savoir que l'économie politique du Liban est très marquée par les résultats très polarisés des réformes néolibérales, qui ont généré un appauvrissement de la population et un accroissement des inégalités. Cette situation politique et économique du Liban a déclenché de nombreuses manifestations ces dernières années : début 2011, au début des processus révolutionnaires dans la région, avec le mouvement pour le renversement du système confessionnel ; entre 2011 et 2014, de nombreuses manifestations et grèves en raison des conditions de travail, des salaires et autres éléments en relation avec la situation des salariéEs ; et à l'été 2015, le mouvement populaire « Vous puez », qui a débuté dans la cadre d'une crise de la gestion des ordures puis la mise en cause du système confessionnel et bourgeois dans son ensemble.

Qui compose le mouvement ?

L'ampleur et la profondeur des manifestations populaires actuelles dépassent de loin les précédentes. Les manifestations ont explosé non seulement dans la capitale Beyrouth, mais également dans tout le pays : Tripoli, Nabatiyeh, Tyr, Baalbeck, Zouk, Saïda et autres. Le dimanche 20 octobre environ 1,2 million de personnes se sont rassemblées à Beyrouth, et un peu plus de 2 millions de personnes ont manifesté dans tout le pays – qui compte 6 millions d'habitantEs.

La composition sociale du mouvement le distingue également des mouvements de protestation précédents : il est beaucoup plus ancré au sein de la classe salariée et populaire que les manifestations de 2011 et 2015, dans lesquelles les classes moyennes avaient un rôle plus important.

Les appels et les messages de solidarité entre les régions et entre les différentes confessions religieuses se sont multipliés, par exemple entre les quartiers de Bab al-Tabbaneh à Tripoli (majorité alaouite) et Jabal Mohsen (à majorité sunnite), où des conflits armés ont été nombreux ces dernières années ; et entre Tripoli, en majorité par des populations sunnites, et les villes du Sud à majorité chiite telles que Nabathieh et Tyr. Les manifestantEs ne dénoncent pas seulement les politiques économiques néolibérales et la corruption, mais tout le régime confessionnel et bourgeois. Comme le dit l'un des slogans du mouvement : « Tout le monde ça veut dire tout le monde ».

Comment les partis au pouvoir répondent-ils à la contestation ?

Dans le passé, les élites dirigeantes ont été capables de mettre fin ou d'écraser des mouvements de contestation populaire par la répression ou en jouant sur les divisions confessionnelles. Cette fois-ci, les partis confessionnels au pouvoir ont réagi en appelant à des « réformes », et surtout par la répression et le discrédit jeté sur les manifestantEs.

À la suite des premières manifestations, le gouvernement a annulé certaines des taxes proposées. Alors que les mobilisations continuaient de s'étendre et de se développer, le Premier ministre Saad Hariri a donné un ultimatum de 72 heures à son propre gouvernement pour soutenir ses choix de « réformes ». Il a annoncé par la suite son plan budgétaire pour 2020 : pas de nouvelle

taxe, la réduction symbolique de moitié des salaires des ministres et des législateurs, des mesures de réduction des coûts telles que la fusion ou la suppression de certaines institutions publiques et la privatisation du secteur de l'électricité. Ces mesures, appuyées par tous les principaux partis confessionnels et bourgeois, n'amélioreront pas la vie des classes populaires. Il s'agit en grande partie de la satisfaction des exigences de la Banque mondiale, du FMI et de l'accord du CEDRE (Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises), que le Liban a signé à Paris en avril 2018. En échange de 11 milliards de dollars de prêts, le gouvernement libanais a accepté de nouer des partenariats public-privé, de réduire le niveau de la dette et de promulguer des mesures d'austérité.

Le Groupe international de soutien au Liban (France, Allemagne, Italie, Russie, Royaume-Uni, États-Unis, Chine, Union européenne, Nations unies et Ligue arabe) a d'ailleurs exprimé son soutien à ces réformes. Ces États et institutions ne veulent clairement pas qu'un autre gouvernement de la région soit contesté ou renversé par un mouvement de protestation massif.

Les partis confessionnels au pouvoir ont en outre lancé une série d'attaques à la fois verbales (accusant certains secteurs du mouvement d'être des « infiltrés » ou représentant une « cinquième colonne » servant des intérêts étrangers) et physiques. Dans la ville

de Nabatiyeh, dans le sud du pays, des manifestantEs ont été agressés par des partisans et des employés municipaux d'Amal et du Hezbollah, deux partis politiques chiites. À Beyrouth, des manifestantEs ont aussi été agressés par des partisans du Hezbollah, tandis que d'autres membres de partis confessionnels ont également attaqué certains manifestantEs pour avoir dénoncé leurs chefs respectifs (zaim). Les forces de sécurité et l'armée ont tenté de rouvrir par la force certaines routes bloquées par les manifestantEs, blessant et arrêtant certainEs d'entre eux et elles au cours de ces opérations. Au total, des centaines de manifestantEs ont été blessés et six ont été tués depuis le début des manifestations. Sans oublier les centaines d'arrestations.

Quels sont les défis pour la mobilisation ?

Le mouvement de protestation fait face à des défis organisationnels considérables s'il souhaite réaliser des objectifs démocratiques et progressistes. Le principal est le manque d'institutions populaires capables d'exprimer les revendications, d'organiser les manifestantEs à travers les différences géographiques et confessionnelles, et de gagner face aux éléments plus conservateurs, qui appellent déjà à un gouvernement technocratique ou à un régime militaire.

La faiblesse des institutions de la classe ouvrière est un problème de longue date. Les partis

L'image de la semaine



UN PRIVATISEUR HEUREUX. La loi dite Pacte, pour « plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises », adoptée au printemps 2019, prévoit la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP), de la Française des Jeux, mais aussi d'Engie et de GRTgaz, sa filiale en charge des gazoducs et des terminaux gaziers français

L'un des personnages clés de ces privatisations est le rapporteur de la loi à l'Assemblée nationale, Roland Lescure. Il a été en première ligne pour répondre aux opposants à la privatisation d'ADP dans l'hémicycle et les médias. Député LREM des Français d'Amérique du Nord, ce personnage clé des réseaux Macron sur les dossiers économiques était, jusqu'à son élection, le numéro 2 de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Or, le nom de ce puissant fonds de pension canadien, gérant plus de 200 milliards d'euros d'actifs, est abondamment cité parmi les repreneurs potentiels d'ADP et d'Engie.

À notre connaissance, le sujet n'a été évoqué publiquement qu'une seule fois, lors du passage de la loi Pacte en commission en mars 2019, par le député LFI François Ruffin, citant un article de Mediapart. Réponse de Roland Lescure : « J'ai quitté toutes mes fonctions et toutes mes responsabilités à la Caisse de dépôt et placement du Québec, il y a deux ans. » Cela suffit-il à clore le sujet ? [...]

C'est dans le cadre de ces activités que Roland Lescure rencontre en 2012 Emmanuel Macron, alors Secrétaire général de l'Élysée, lors d'une réunion à destination des investisseurs. Roland Lescure sera ensuite, quelques années plus tard, l'un des premiers contributeurs financiers à la campagne du mouvement « En marche ! », avant de quitter ses fonctions à la CDPQ en mai 2017, parallèlement à l'élection d'Emmanuel Macron et à son élection personnelle comme député.

Or, Roland Lescure n'a pas quitté la CDPQ les mains vides : selon sa déclaration à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique, il reçoit cette même année une rémunération totale de 3,7 millions d'euros brut, soit près de deux millions de plus que l'année précédente. Un beau cadeau de départ. [...]

Le parcours de Roland Lescure est lui aussi typique de ces « portes tournantes » – les allers-retours entre secteur public et secteur privé – qui sont en train de devenir la règle dans la haute fonction publique française et, notamment depuis l'élection d'Emmanuel Macron et des députés LREM, aux postes de décision politique. [...]

Olivier Petitjean, « Privatisation d'Aéroports de Paris : les réseaux Macron en plein conflits d'intérêts ? », Bastamag, 28 octobre 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire